



Déclaration de projet

Commune de Camiers

Résumé non technique

Mai 2023

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
RESUME NON-TECHNIQUE.....	4
I. Présentation	4
II. Description du projet.....	6
a. Localisation et accès au projet	6
2. Le milieu physique.....	8
a. Topographie	8
b. Pédologie et géologie	10
c. Ressource en eau.....	10
d. Climat.....	11
3. Le milieu naturel.....	12
4. Paysage et patrimoine.....	20
5. Risques.....	21
a. Ambiance sonore.....	21
b. Risques naturels	21
c. Risques technologiques.....	23
6. Déchets.....	25
7. Impacts des projets et mesures envisagés.....	26
a. Milieu physique	26
b. Risques.....	26
c. Milieu naturel	27
d. Agriculture	28
e. Paysages et patrimoine	28
f. Climat et déplacements.....	29
III. Compatibilité avec les documents supra-communaux	30
1. Le SDAGE Artois-Picardie.....	30
2. LE SAGE du bassin côtier du Boulonnais	41
3. Le SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois.....	43
4. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique-Trame Verte et Bleue	45
5. Le SRADDET	47
6. La loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral	53
7. Le PGRI Artois-Picardie.....	74
Camiers – Déclaration de projet – Résumé non technique de l'Evaluation Environnementale-	

8.	Le Parc Naturel marin des Estuaires picards et de la mer d'Opale	76
IV.	FIL de L'EAU	81
9.	Consommation d'espace possible.....	81
10.	Protection du milieu naturel	81
11.	Prise en compte de l'environnement.....	81
12.	Zones de risques.....	82
13.	Patrimoine urbain et paysager	82
V.	Conclusion de l'étude	82

RESUME NON-TECHNIQUE

I. Présentation

Dans le cadre de l'aménagement de son territoire, la commune de Camiers soutient une opération à vocation d'habitat. Ce projet viendra renforcer l'offre du centre-ville de la commune en répondant aux besoins du territoire et en proposant des typologies de logements différentes. Ce projet est également couplé à un enjeu de requalification des espaces ferroviaires en friche situés à l'est du centre-ville de Camiers. Ces espaces délaissés figurent dans la liste du Préfet de région dans le cadre de l'Engagement National Logement, ils sont mobilisables afin d'être cédés dans le cadre de la production de programmes sociaux. Le projet permettra également de mettre le pôle gare Dannes-Camiers au cœur du nouveau quartier mais également de revaloriser ses abords en créant une continuité jusqu'au centre-bourg.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois a délibéré sur le lancement de la procédure de déclaration de projet au titre de l'intérêt général. Ce projet entraîne la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune, approuvée en juillet 2011.

En effet, le site du projet se situe dans la zone 2AUa qui est une « Zone mixte d'urbanisation future à longue échéance s'inscrivant en continuité du village de Camiers ». Cette zone ne peut être ouverte à l'urbanisation que par modification du PLU.

C'est dans ces conditions que la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois a décidé de mettre en œuvre cette procédure de déclaration de projet, prévue à l'article L.300-6 du code de l'Urbanisme, permettant ainsi de procéder aux adaptations du Plan Local d'Urbanisme.



II. Description du projet

a. Localisation et accès au projet

Le projet se situe au centre de la commune de Camiers. Cette dernière est composée de deux entités : la station balnéaire de Sainte-Cécile et le centre-ville de Camiers, situé en retrait du littoral.

Le centre de Camiers représente la zone urbaine de la commune regroupant ainsi habitat, équipements, services et commerces. Le site de projet s'insère au cœur de cette zone. Le site de projet longe les rues de Boulogne et du Vieux Moulin ainsi que la voie ferrée desservant le pôle de Dannes-Camiers.

L'axe routier de D148E6 traverse la commune et est le seul accès possible au site de projet. Des axes structurants, tels que la départementale D940 et l'autoroute A16, assurent les liaisons vers les pôles du département et hors de la région. Par ailleurs, la desserte entre Camiers centre et Sainte-Cécile est assurée par le boulevard de Sainte Cécile.

Le projet ne concerne que deux parcelles : les parcelles AC402 et AC0004. Ces dernières ne seront qu'en parties utilisées pour le projet.

Par ailleurs, ces parcelles appartiennent au domaine privé de la SNCF. Elles constituent des terrains à vocation d'habitat mobilisables dans le cadre de l'Engagement National pour le logement (arrêté préfectoral d'août 2018). Ce foncier inexploité et laissé en friche peut être mobilisé pour la production d'une nouvelle offre de logement et notamment de logements sociaux selon la loi 2013-61, relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social.



Extrait de l'étude de faisabilité – extrait du plan masse du projet réflexif. Implantations non opposables, traitements paysagers de suggestion



Source : Cartographie Urbycom

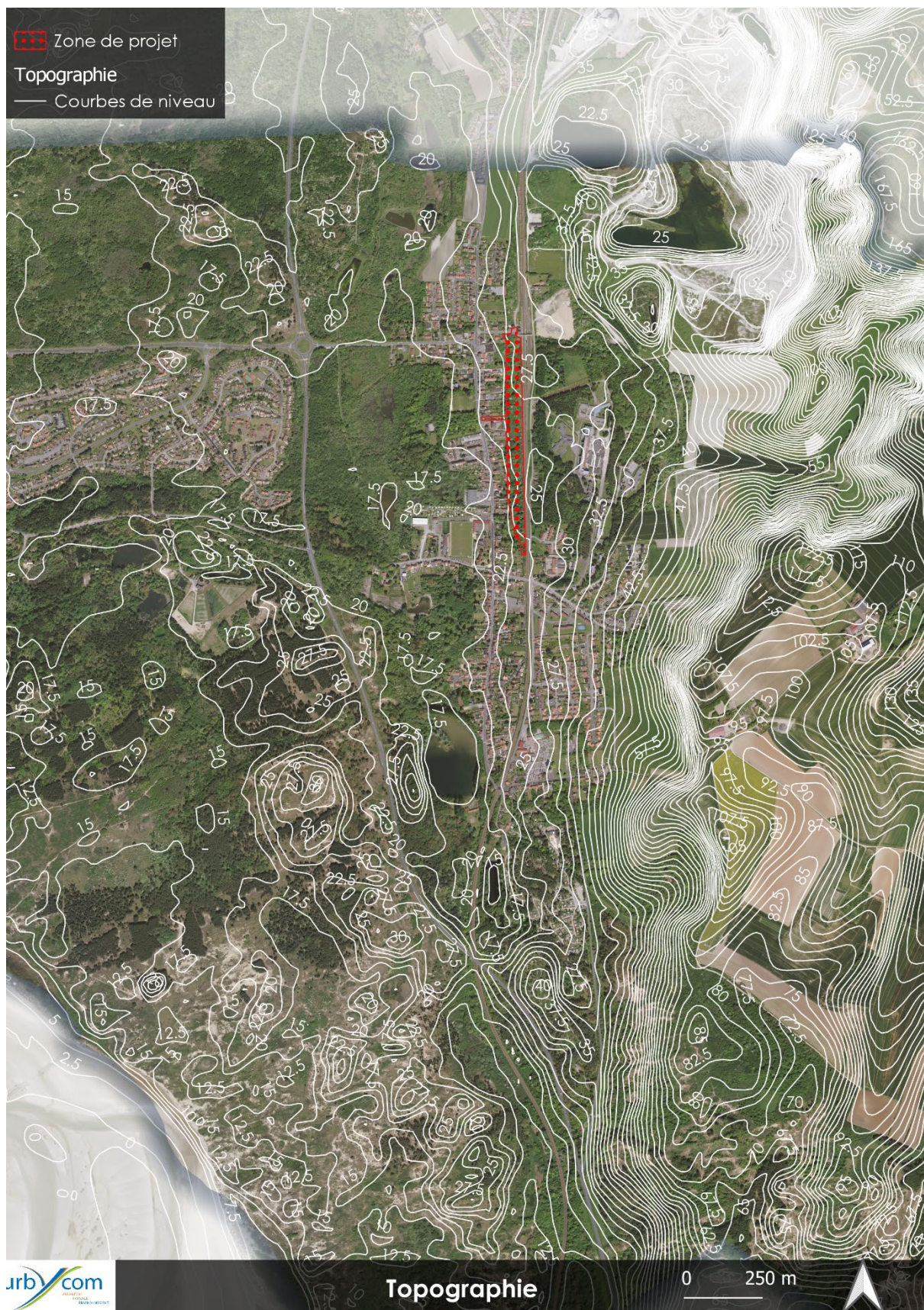
2. *Le milieu physique*

a. Topographie

La commune Camiers se situe sur le littoral de la Côte d'Opale. Le territoire est caractérisé par un relief relativement plat et bas sur la partie ouest de la commune et par un relief plus marqué à l'est. Une pente globale de l'est du territoire communal vers l'ouest est observée.

Une zone de carrière, située au nord-est de la commune, marque également la topographie du territoire.

La zone de projet se situe au nord du territoire, à une altitude de comprise entre + 22,5 et + 25 mètres.



Source : Cartographie Urbycom

b. Pédologie et géologie

D'après le BRGM, les formations suivantes sont présentes sur le territoire communal :

- Marnes,
- Argiles à silex de l'Artois,
- Formations calcaires,
- Limons,
- Formations sableuses, ...

L'emprise du projet se situe entièrement sur un sol « brun calciques à calcaires, argileux des reliefs peu accusés de la cuvette du Boulonnais ».

c. Ressource en eau

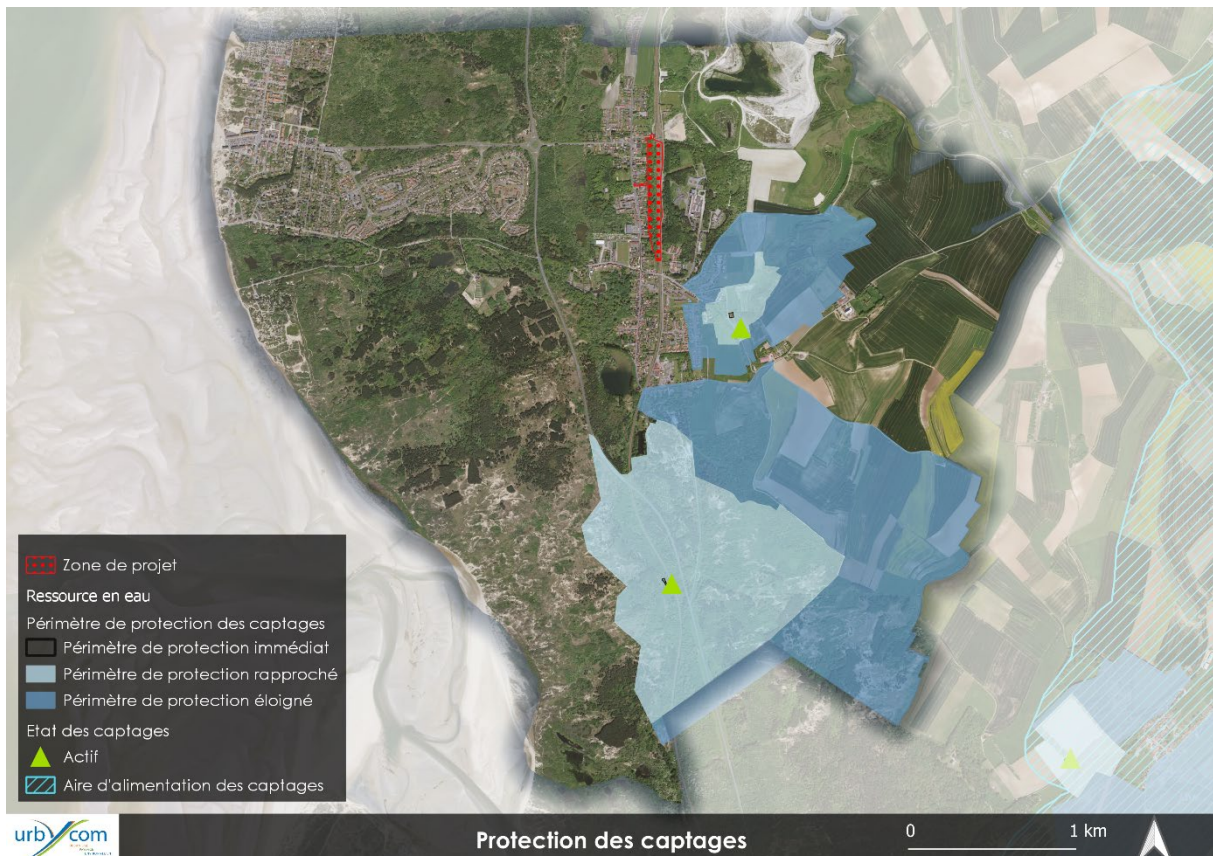
La commune se situe dans le bassin versant Artois-Picardie et sur la masse d'eau souterraine n°FRAG005 « Craie de la vallée de la Canche aval ». Elle est traversée par un réseau hydrographique composé notamment par les ruisseaux de Camiers ou le Rohard et du Beau Rocher.

Par ailleurs, des zones à dominante humide sont présentes le long de ces cours d'eau et à proximité de la zone de projet. Ces zones sont recensées par le SDAGE Artois-Picardie. La zone de projet n'est pas concernée par ces éléments.



Source : Cartographie Urbycom

Le site du projet se situe à moins d'un kilomètre des deux captages en eau potable actifs présents sur le territoire communal et de leurs périmètres de protection. Aucune aire d'alimentation des captages n'est présente sur le territoire communal. Le projet se situe à distance d'un périmètre de protection de captage. En revanche, il se situe en bordure des zones d'intérêt « zones humides ». Une étude zone humide a été réalisée sur le site de projet montrant que ce dernier n'est pas considéré comme humide.



Source : Cartographie Urbycom

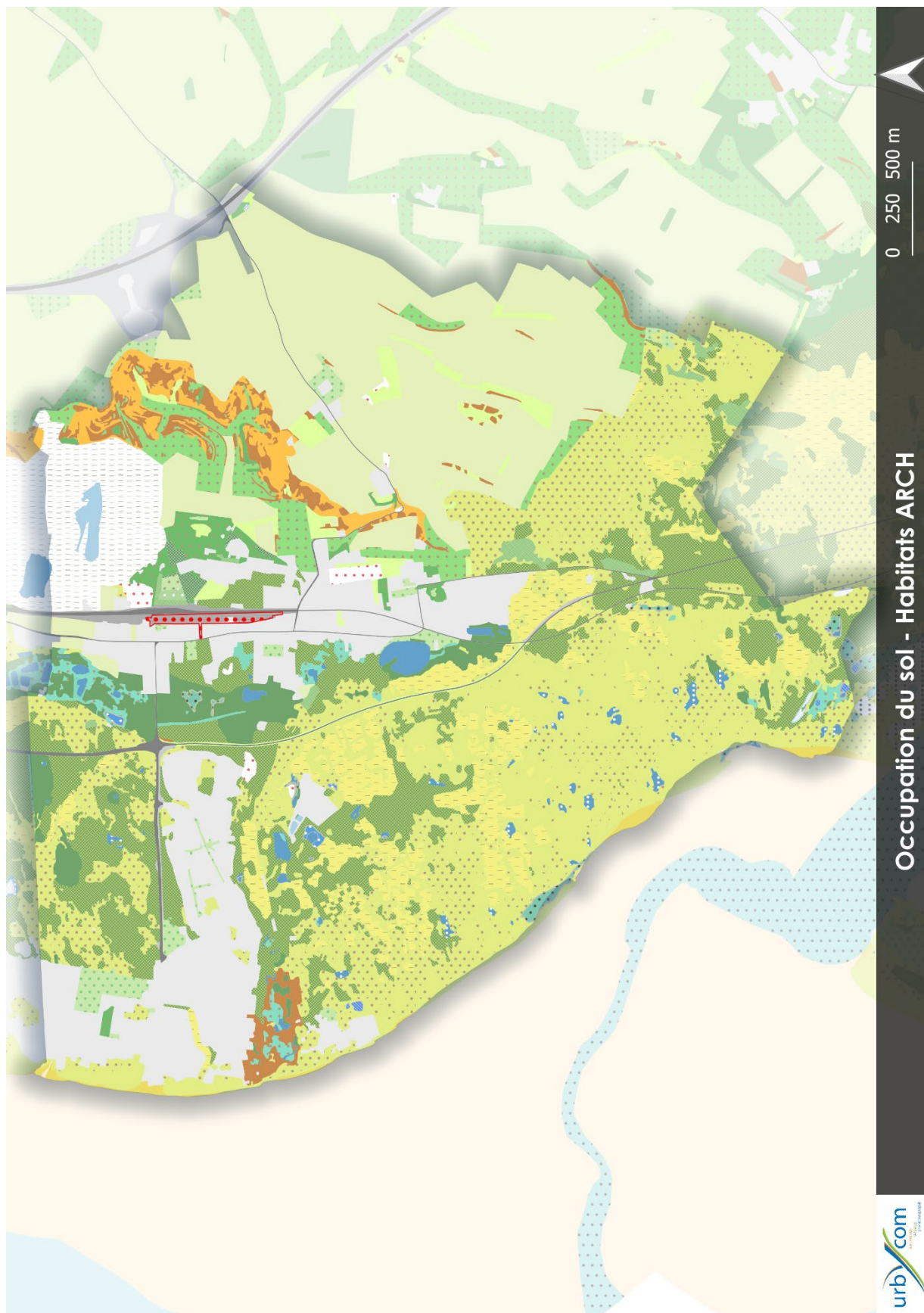
d. Climat

La commune est concernée par un climat de type océanique, avec des températures douces et une pluviométrie relativement abondante. Les précipitations sont de faibles intensités mais sont de longues durées. Elles se répartissent sur l'année avec une dominance en automne et en hiver. L'ensoleillement est faible.

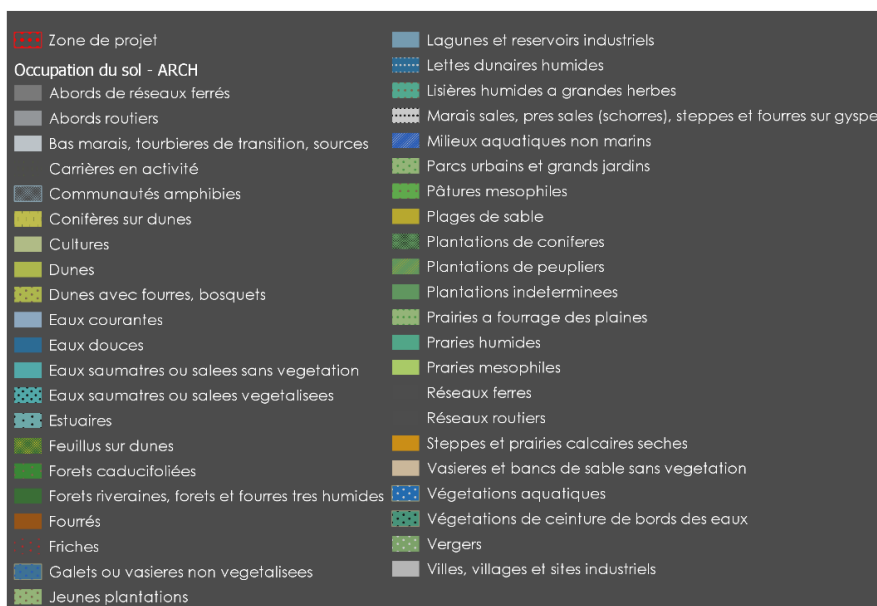
3. *Le milieu naturel*

■ **Habitats**

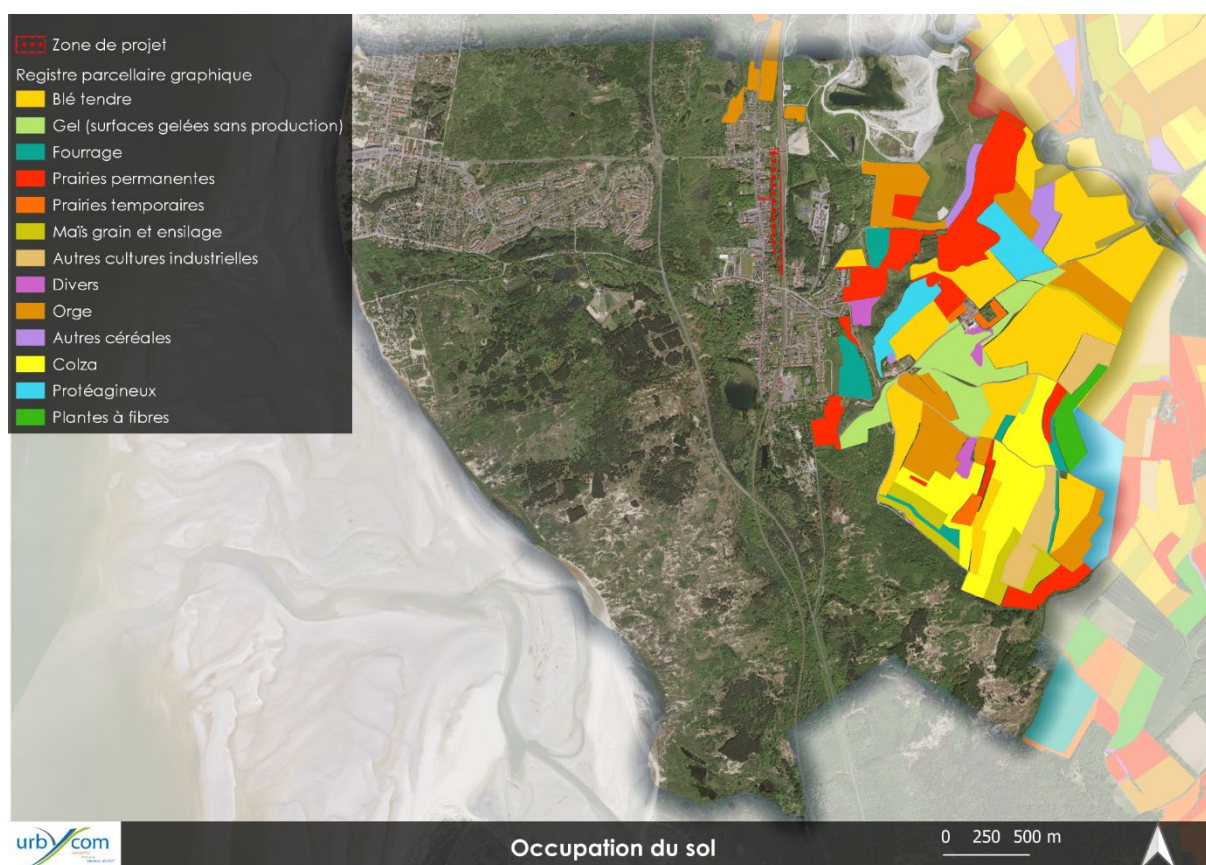
D'après le projet ARCH (*Assessing Regional Changes to Habitats*), la zone de projet est occupée principalement par des abords de réseaux ferrés, friches, réseaux ferrés et espaces urbanisés.



Source : Cartographie Urbycom



Agriculture



Source : Cartographie Urbycom

L'emprise du projet s'étend entièrement sur des terres non cultivées. Le projet se situe à distance de tout espace cultivé et de toute prairie permanente.

■ Zones Natura 2000

Le territoire communal recense plusieurs sites Natura 2000. En effet, on recense une Zone de Protection Spéciale (ZPS) et trois Zones Spéciale de Conservation.

- **Zone Protection Spéciale :**
 - FR3110038 – « Estuaire de la Canche »
- **Zone Spéciale de Conservation :**
 - FR3102005 – « Baie de Canche et couloir des trois estuaires »
 - FR3100480 – « Estuaire de la Canche, dunes picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen »
 - FR3100483 – « Coteau de Dannes et de Camiers »

La zone de projet se situe à moins de 2 km de ces sites. Par ailleurs, dans un rayon de 20 km, on recense trois Zones de Protection Spéciale et neuf Zones Spéciales de Conservation.

- **Zone Protection Spéciale :**
 - FR3110038 – « Estuaire de la Canche »
 - FR3110083 – « Marais de Balançon »
 - FR3112004 – « Dunes de Merlimont »
- **Zone Spéciale de Conservation :**
 - FR3102005 – « Baie de Canche et couloir des trois estuaires »
 - FR3100480 – « Estuaire de la Canche, dunes picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen »
 - FR3100483 – « Coteau de Dannes et de Camiers »
 - FR3102004 – « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais »
 - FR3100484 – « Pelouses et bois neutrocalcicoles de la Cuesta Sud du Boulonnais »
 - FR3100499 – « Forêts de Desvres et de Boulogne et bocage prairial humide du Bas-Boulonnais »
 - FR3100481 – « Dunes et marais arrière-littoraux de la Plaine Maritime Picarde »
 - FR3100482 – « Estuaire, dunes de l'Authie, Mollières de Berck et prairies humides arrière-littorales »
 - FR3100491 – « Landes, mares et bois acides du plateau de Sorrus/St Josse, prairies alluviales et bois tourbeux en aval de Montreuil (62) »

- 310030106-Zone humide du Fond du Valigot à Etaples
- 310030023-Vallons d'Outreau et Equihen-Plage
- 310013284-Le Communal de Merlimont
- 310013318-Bocages et prairies humides de Verton
- 310007280-Dunes de Dannes et du Mont Saint-Frieux
- 310013737-Mollières de Berck
- 310030063-Bois de Longvilliers
- 310013725-Dunes de Stella-Plage
- 310030022-Forêt du Touquet
- 310013278-Glaisière de Nesles
- 310030021-Prairies humides de la Grande Tringue
- 310007274-Coteaux crayeux de Dannes et de Camiers
- 310007016-Pointe de la Crêche et falaise entre Boulogne-sur-Mer et Wimereux
- 310030020-Prairies humides péri-urbaines de Cucq
- 310007238-Marais de Cucq-Villiers
- 310007015-Dunes de Camiers et Baie de Canche
- 310007282-Falaises d'Equihen
- 310007279-Etang de la Claire Eau
- 310007236-Marais de Balançon
- 310007278-Forêt domaniale d'Hardelot et ses lisières
- 310007277-Dunes de Mayville
- 310007239-Dunes d'Ecault et de Condette
- 310030059-Bois de Crébert-Menty
- 310007234-Dunes de Merlimont
- 310030085-Marais de la Nocq
- 310013690-Bois tourbeux et Marais de Marles-sur-Canche
- 310030071-Coteau et Bois du Mont-Culé
- 310007012-Forêt domaniale de Desvres
- 310007273-Forêt et Pelouse de Montcavrel
- 310030080-Réservoir biologique de la Liane
- 310030073-Le Franc-Marais de Brimeux
- 310030067-Bocage et bois de Bellebrune
- 310030072-Les Coteaux de Bezinghem
- 310030076-Coteaux de la Haute vallée de la Course à Doudeauville et Courset
- 310013691-Marais et Bois tourbeux de la Calotterie, Attin et la Madelaine-sous-Montreuil
- 310013692-Prairies humides de Visemarest
- 310007013-Forêt domaniale de Boulogne-sur-Mer et ses lisières

ZNIEFF de type II :

- 310013724 - Vallée de la Course
- 310013721 - La Cuesta du Boulonnais entre Neufchâtel-Hardelot et Colembert
- 310007276 - Le complexe bocager du Bas-Boulonnais et de la Liane

Camiers – Déclaration de projet – Résumé non technique de l'Evaluation Environnementale-

- 310013700 - La basse Vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'Estuaire
- 310013699 - La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin



Source : Cartographie Urbycom

■ Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Le site de projet n'est pas concerné par des éléments recensés par le SRCE. Le SRCE recense cependant des réservoirs aquatiques correspondant au réseau hydrographique présent sur le territoire mais également un espace de bocage à renaturer au sud-ouest de la commune.

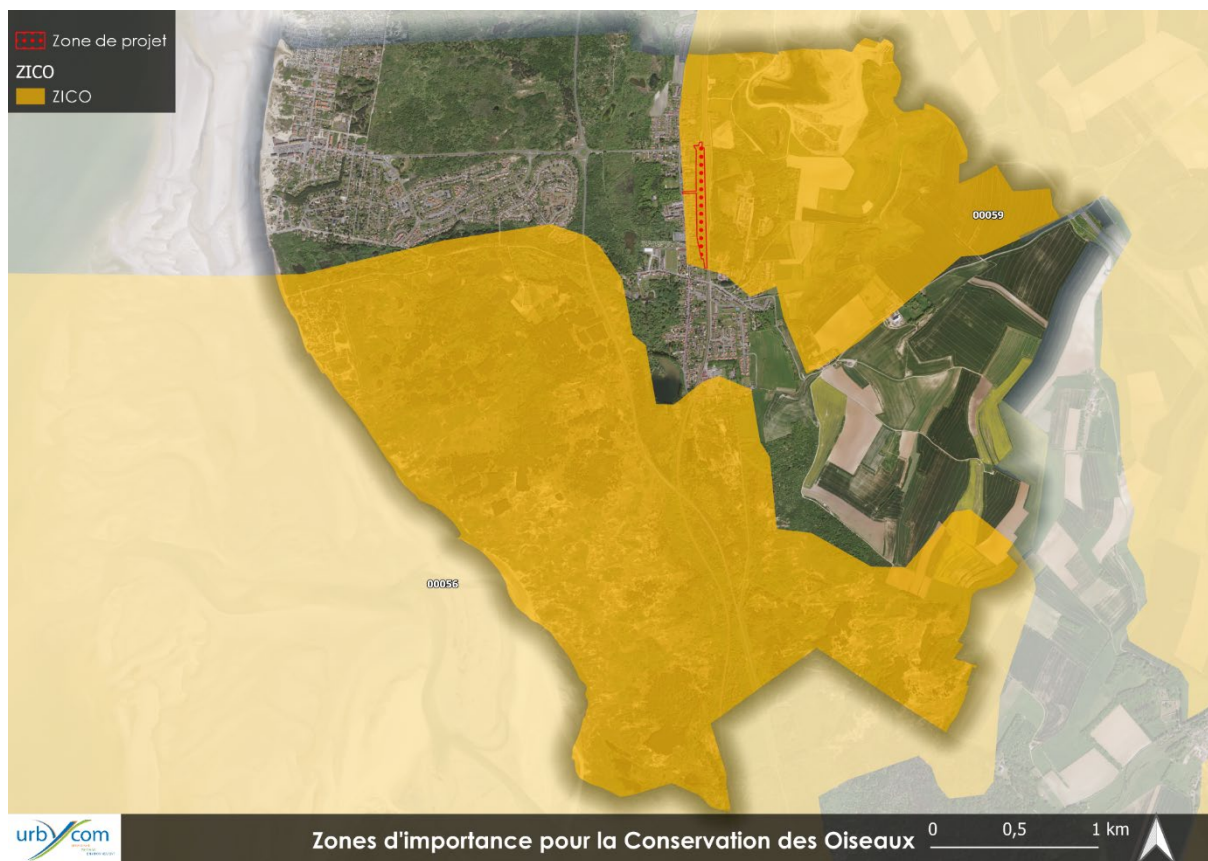


Source : SRCE

■ Zone d'Importance pour la conservation des oiseaux

Une grande partie de la commune de Camiers ainsi que la totalité du site de projet est localisé dans une zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO).

Une ZICO est recensée au niveau du site d'étude : Plateau agricole des environs de Frencq. Par la présence d'une ZICO au niveau de la zone d'étude, mais par l'absence de milieu favorable pour la majorité des espèces, les enjeux liés à ces zones sont jugés comme moyens.



Source : Cartographie Urbycom

4. Paysage et patrimoine

La zone de projet investit un espace compris entre les jardins des habitations implantées le long de la RD148E6 – Rue du Vieux Moulin (à l'ouest) et la voie ferrée à l'Est (ligne de Longueau à Boulogne-Ville).

Ce projet vient requalifier cet espace en friche appartenant à la SNCF. Cette friche est végétalisée et est essentiellement occupée par des arbres et arbustes.

La zone de projet forme une bande axée nord-sud entre la gare de Dannes-Camiers et la route de Widehem comprenant trois secteurs de vocations différentes. Le secteur le plus au nord, le plus proche de la gare, est dédié à l'implantation d'habitats. Le deuxième secteur, central au sein de la zone, est dédié à l'implantation d'espaces et d'équipements publics. Le troisième secteur occupant le sud, accueillera un espace naturel. Les deux premiers secteurs représentent les enjeux les plus importants en termes d'impact sur le paysage local.

Le projet sera peu visible depuis les axes routiers situés à proximité. En effet, des aménagements paysagers vont limiter la vue du projet depuis ces axes. Par ailleurs, depuis la RD148E6, l'impact visuel sera limité par la présence des constructions existantes.

Notons également que le projet valorisera les perspectives visuelles depuis le parvis de la gare.

5. Risques

a. Ambiance sonore

La zone de projet est longée par un axe bruyant de catégorie 3. Il s'agit de la voie ferrée reliant Calais à Amiens. Cette voie dessert également les pôles ferroviaires de Boulogne, Etaples-Le Touquet, Rang-du-Fliers et Abbeville.

Ce classement aboutit à la détermination d'un secteur de part et d'autre de la voirie, où une isolation acoustique renforcée des bâtiments est nécessaire. Ainsi, la largeur affectée par le bruit est de 100 m de part et d'autre de cette voie qui borde l'emprise du projet. Dans ce périmètre, des mesures devront être mises en place pour une isolation acoustique renforcée.

b. Risques naturels

■ Mouvement des argiles

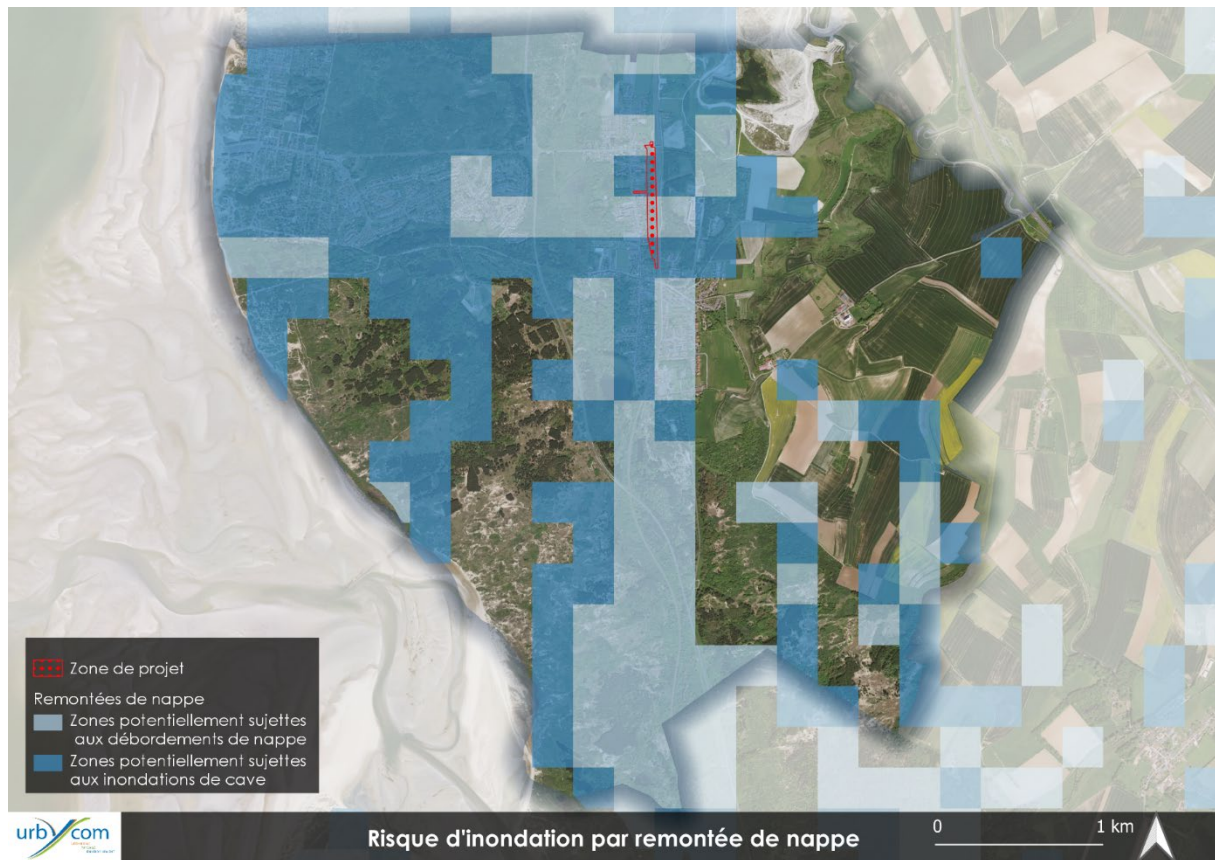
L'est de la commune de Camiers est concerné par un risque de mouvement des argiles dont l'aléa oscille entre faible et moyen. La zone de projet est concernée par un aléa faible sur la partie nord de son périmètre. Rappelons que la partie du nord du site accueillera des logements et la partie sud sera aménagée en jardins familiaux et espaces naturels.



Source : Géorisque

■ Inondations

Concernant le risque inondation, le périmètre de projet est soumis à des zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe et aux inondations de cave.



Source : Cartographie Urbycom

La commune est également concernée par des zones inondées constatées. Cependant, le site de projet n'est pas concerné par ce risque. Aucune zone inondée n'a été constatée sur le périmètre du projet.



Source : Cartographie Urbycom

c. Risques technologiques

Risques technologiques

Le périmètre de la zone de projet se situe à moins de deux kilomètres de trois Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). La plus proche correspond aux carrières de l'entreprise EQIOM Ciment localisée à Dannes mais exploitant une partie à Camiers.

Les investigations menées lors de l'étude de pollution des sols en 2011 ont permis de mettre en évidence la présence de différents métaux. Seule la concentration de cuivre présente un dépassement de la valeur de référence, au sud des parcelles. Les autres concentrations de métaux ne présentent pas de dépassement des valeurs de références.

L'étude de pollution des sols de 2011 conclue donc à l'absence de pollution significative sur ces parcelles.

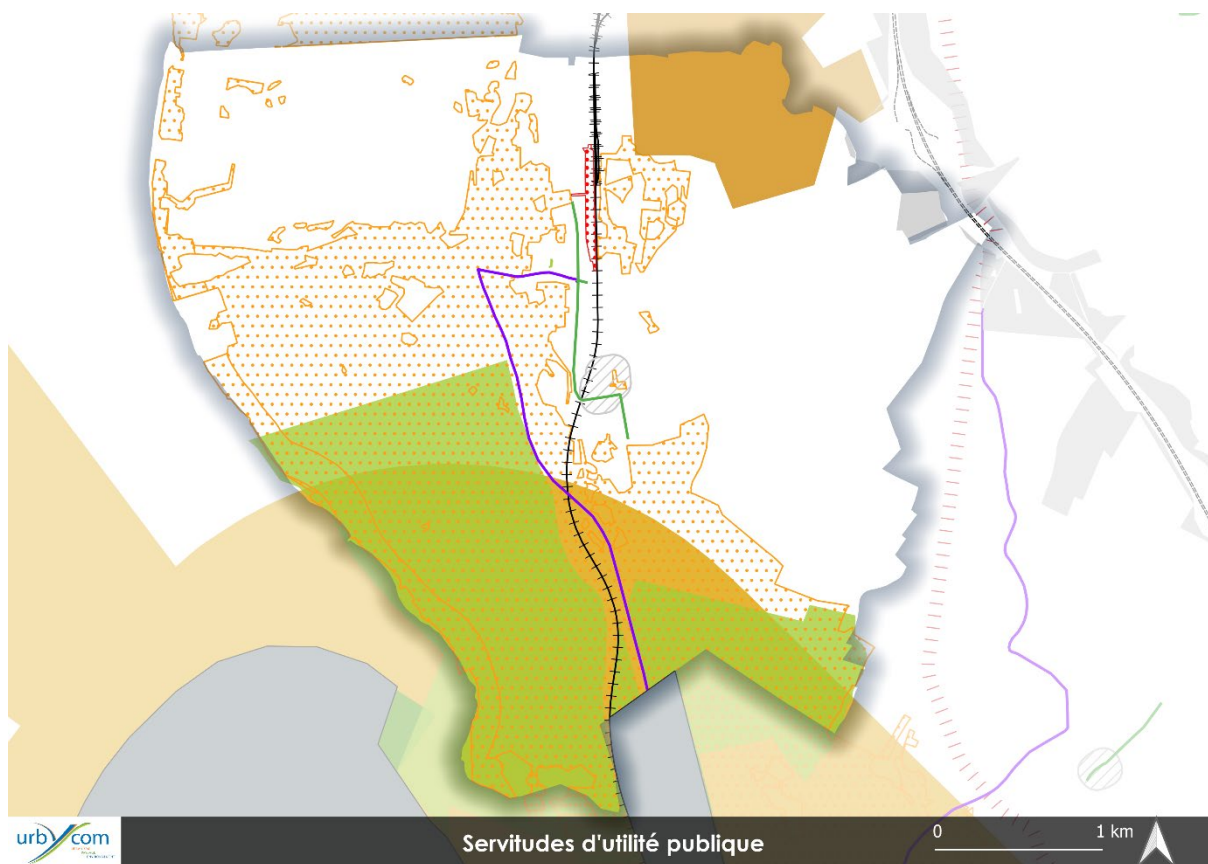


Source : Géorisques

Servitudes d'Utilité Publique

La commune est contrainte par de nombreuses servitudes d'utilité publique. Parmi elles, deux concernent le projet de requalification de la friche SNCF :

- La servitude A8, mise en défense des terrains en montagne et protection des dunes du Pas-de-Calais.



Source : Cartographie Urbycom

 	Zone de projet
Servitudes	
 	Mise en défense des terrains en montagne et protection des dunes du Pas-de-Calais
 	Servitude relative aux sites inscrits et classés
 	Sites inscrits et classés
 	Réserves naturelles et périmètres de protection autour des réserves naturelles
 	Monuments historiques
 	Servitude d'alignement des voies publiques (EL7)
 	Servitude relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et des déviations d'agglomération
 	Servitude relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et des déviations d'agglomération
 	Servitude relative à l'exploitation des mines et carrières
 	Servitude instituée au voisinage des cimetières
 	Servitude de protection des équipements sportifs
 	Servitude attachée aux réseaux de télécommunications
 	Servitude relative aux voies ferrées
 	- Visibilité sur les voies publiques
 	Servitude aéronautique de dégagement (civile)
 	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques

6. Déchets

Les déchets communaux sont collectés par la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois.

Les déchets sont collectés de la manière suivante :

- Déchets ménagers ;
- Emballages ménagers ;

Camiers – Déclaration de projet – Résumé non technique de l'Évaluation Environnementale-

- Déchets verts (en porte à porte toutes les trois semaines ou en dépôt volontaire dans les plateformes de déchets verts) ;
- Collecte du verre (dépôt volontaire dans les colonnes de collecte) ;
- Encombrants (dépôt en déchèterie ou collecte sur rendez-vous).

L'agglomération prend en charge la collecte des déchets en porte-à-porte. Certains déchets font cependant l'objet d'un dépôt volontaire dans les points d'apport du territoire. L'agglomération compte 3 déchetteries et 4 points d'apports de végétaux, dont un au sein de la commune de Camiers.

Les déchets collectés sont ensuite emmenés dans des centres de valorisation énergétiques, des centres de tri ou de compostages afin d'être revalorisés lorsque cela est possible.

7. *Impacts des projets et mesures envisagés*

a. *Milieu physique*

Le projet de requalification de la friche située le long de la voie ferrée n'a pas d'impact majeur sur l'environnement physique du territoire. En effet, le milieu sur lequel s'implantera le projet est déjà en partie artificialisé ou a été artificialisé.

Aucune modification significative de la topographie ne semble nécessaire.

Le site de projet est principalement composé de formations calcaires, argileux et de limons. La majeure partie de ces formations permet une bonne infiltration.

Le projet se situe en dehors de tout périmètre de protection des captages, d'aire d'alimentation des captages, de zones humides et à distance des cours d'eau.

Concernant l'assainissement, la commune dispose d'un assainissement collectif réalisé par le Syndicat Mixte d'Assainissement et de Gestion de l'Épuration de Dannes-Camiers.

Mesures

Les eaux usées devront être rejetées au réseau d'assainissement, si un prétraitement est nécessaire il sera réalisé avant rejet. Les eaux pluviales seront infiltrées si le sol le permet.

Afin de compenser son impact sur le milieu physique et la ressource en eau, le projet pourra porter une attention particulière à la préservation des ressources telles que l'eau, les énergies, ... Par ailleurs, les bâtiments devront respecter les normes actuelles en termes de qualité environnementale, d'énergies et de récupération des eaux de pluie notamment.

b. *Risques*

Le projet est impacté par un axe bruyant de catégorie 3, qui est la voie ferrée en activité, longeant le projet sur sa frange est.

Camiers – Déclaration de projet – Résumé non technique de l'Évaluation Environnementale-

Un risque faible à nul de mouvement des argiles est observé sur l'ensemble de la zone du projet.

Des débordements de nappe ainsi que des inondations de cave peuvent être constatés sur l'emprise du projet.

Des sites ICPE sont recensés dans un rayon de 2km. Le site de la carrière est quant à lui localisé dans un rayon inférieur à 1 km par rapport à l'emprise du projet.

Mesures

Le projet devra faire l'objet d'études géotechniques afin d'identifier le risque de mouvement des argiles et de remontées de nappes. Une fois les enjeux identifiés précisément, des mesures de constructions adaptées seront prévues.

Concernant le risque inondation par imperméabilisation des sols, une étude de perméabilité devra être menée afin d'évaluer la possibilité d'infiltration des eaux pluviales. En cas d'impossibilité d'infiltration, les eaux devront être stockées *in situ* avant rejet à débit limité au milieu naturel. Ces mesures permettront d'éviter les inondations en aval du site.

S'agissant du bruit causé par les voiries, les bâtiments devront faire l'objet d'une isolation acoustique conformément à la réglementation en vigueur. Une étude acoustique devra être réalisée dans le cadre des études préliminaires du projet. Le règlement de la zone rappelle la distance retenue pour laquelle une isolation acoustique renforcée est nécessaire.

C. Milieu naturel

D'après le projet ARCH et le registre parcellaire graphique de 2020, le projet se situe sur des terres artificialisées. Aucune terres agricoles et prairies ne sont recensées sur l'emprise du projet. Ce dernier ne rend aucun service écosystémique. Par ailleurs le projet se situe en dehors de toutes zones de protection ou d'intérêt pour la biodiversité. Cependant, une Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux est présente sur l'emprise du projet. La zone d'étude ne présente pas un milieu favorable pour la majorité des espaces. Les enjeux de cette zone sont jugés comme moyens.

Mesures

Le projet fera l'objet d'un aménagement paysager prévu dans l'OAP. Ces aménagements permettront de créer des espaces favorables à la biodiversité des espaces urbains. Par exemple, un écran végétal dense est prévu le long de la voie ferrée et les espaces publics bénéficieront d'un traitement paysager particulier.

Les linéaires végétalisés / haies / espaces boisés permettent de :

- Limiter les ruissellements de type amont vers aval,
- Servir de support de cycle biologique des espèces arbustives, arborées et de sous-bois,
- Jouer un rôle hydraulique et biochimique,
- De jouer un rôle de puits de carbone (lors de la croissance des arbres et arbustes).

Il est également à noter que la création de zones herbacées permet de :

- Limiter l'érosion et ralentir le ruissellement,
- Incorporer la matière organique en surface,
- Retenir du carbone, de l'azote et des nitrates par l'épisolum humifère qui se reformera dans les espaces verts.

d. Agriculture

Le projet ne se situe pas au droit de terres agricoles. Ces dernières sont situées à distance des terres cultivées.

Mesures

Un écran végétalisé ainsi qu'un traitement paysager des espaces publics et la création d'une zone naturelle cerneront le périmètre du projet. Ces mesures permettront de gérer la transition entre espaces bâtis et non bâtis.

e. Paysages et patrimoine

La zone de projet investit un espace compris entre les jardins des habitations implantées le long de la RD148E6 – Rue du Vieux Moulin (à l'ouest) et la voie ferrée à l'Est (ligne de Longueau à Boulogne-Ville).

Ce projet vient requalifier cet espace en friche appartenant à la SNCF. Cette friche est végétalisée et est essentiellement occupée par des arbres et arbustes.

La zone de projet forme une bande axée nord-sud entre la gare de Dannes-Camiers et la route de Widehem comprenant trois secteurs de vocations différentes. Le secteur le plus au nord, le plus proche de la gare, est dédié à l'implantation d'habitats. Le deuxième secteur, central au sein de la zone, est dédié à l'implantation d'espaces et d'équipements publics. Le troisième secteur occupant le sud, accueillera un espace naturel. Les deux premiers secteurs représentent les enjeux les plus importants en termes d'impact sur le paysage local.

Le paysage alentour est à la fois urbain et naturel. L'ouest et le sud-est de la zone présentent une urbanisation essentiellement résidentielle organisée autour des RD148E6 et de la route de Widehem. On y retrouve une urbanisation ancienne et plutôt linéaire le long de la RD, ainsi qu'une urbanisation plus récente le long de la Route de Widehem et des nombreux lotissements qu'elle dessert. Un établissement public de santé mentale (EPSM) est également implanté à l'est de la zone de projet. Ce dernier est implanté au sein d'un écrin végétalisé (boisement) occupant la quasi-totalité de ses pourtours.

La voie ferrée longeant la limite est de la zone crée une rupture entre les secteurs urbanisés et les espaces plus naturels et au-delà agricoles. En effet, à l'est de la voie (au niveau de la zone de projet) se trouvent uniquement l'EPSM et quelques habitations isolées entourés d'importantes poches boisées.

Les impacts paysagers sont analysés par le biais des perspectives visuelles engendrées par le projet. Ainsi, il est important de se pencher sur les principaux secteurs publics alentours potentiellement concernés par le déploiement du projet.

La topographie du secteur peut fortement jouer sur l'ouverture et la fermeture des perspectives visuelles. La carte ci-dessous révèle que la zone de projet est relativement plate et se situe à des altitudes comprises entre 26 et 28 mètres. A proximité de l'EPSM, les altitudes sont d'environ 31m. Un point plus à l'est le long du chemin des Anglettes révèle une altitude de 43m. La route de Widehem s'élève vers l'ouest et présente des points à 108 et 131m d'altitude, mais ne présente pas de vues vers la zone. Les altitudes baissent vers l'ouest et augmentent fortement vers l'est à mesure qu'on se rapproche des falaises de Widehem qui culminent à 170m d'altitude.

Mesures

Des mesures de réduction des impacts paysagers du projet ont été définies, essentiellement à travers l'implantation de végétation sous différentes formes, mais également par des prescriptions sur les implantations des constructions.

- Mesures d'agrémentation des déplacements au sein de la zone
- Mesures d'intégration urbaine, architecturale et paysagère des constructions
- Mesures de valorisation des perspectives visuelles
- Mesures d'intégration paysagère par le végétal de la zone

f. Climat et déplacements

La venue de nouveaux habitants et services va induire une hausse du trafic routier et de constructions, et donc une hausse des émissions de Gaz à Effet de Serre. Les émissions de Gaz à Effet de Serre supplémentaires liées à la venue de nouveaux habitants et services peuvent difficilement être évitée.

Mesures

Ce site revêt une opportunité dès lors qu'il est desservi par :

- Par la gare de Dannes-Camiers : l'un des accès à la zone de projet rejoindra directement le parvis de la gare. Ce dernier sera également réaménagé.
Cette gare permet de relier les pôles de Montreuil, Boulogne-sur-Mer, Etaples-Le Touquet, Abbeville, Amiens, Calais, Saint-Omer, Saint-Pol-sur-Ternoise ou encore Arras.
 - Par des aménagements cyclables et des liaisons douces : des liaisons douces existent entre centre-ville de Camiers et le front de mer sur le boulevard de Sainte-Cécile et le long de la D400. Par ailleurs, dans le cadre de du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le maillage de liaisons piétonnes sera renforcé et ce, notamment vers la gare de Dannes-Camiers. Notons également que la CA2BM réalise des travaux de pistes cyclables qui s'intègrent dans le réseau de l'Eurovéloroute littorale. Une portion de cet itinéraire traverse la commune de Camiers.
 - Par les transports en commun : une navette reliant Sainte-Cécile au bourg est disponible durant les mois de juillet et août. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération des deux Baies
- Camiers – Déclaration de projet – Résumé non technique de l'Evaluation Environnementale-

en Montreuillois organise les transports et notamment les transports scolaires, le transport à la demande et le co-voiturage et d'auto-stop sécurisé via le réseau Rezo pouce. La commune de Camiers est notamment desservie par une ligne régulière reliant Boulogne-sur-Mer et la gare d'Etaples-sur-Mer / Le Touquet-Paris-Plage.

La proximité des aménagements cyclables et la desserte en transport collectif peuvent être un atout dans la réduction des émissions à effet de serre notamment pour les futurs habitants de la zone.

Les habitants seront encouragés à utiliser les modes alternatifs à la voiture individuelle tels que les aménagements cyclables et les transports en commun, notamment le pôle gare de Dannes-Camiers.

III. Compatibilité avec les documents supra-communaux

1. *Le SDAGE Artois-Picardie*

La commune de Camiers est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois Picardie.

Les Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) fixent, pour chaque grand bassin hydrographique, les orientations fondamentales pour favoriser une gestion équilibrée de la ressource en eau entre tous les usagers (citoyens, agriculteurs, industriels) ainsi que les objectifs d'amélioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines, sur un bassin hydrographique, pour une durée de 6 ans.

Il est élaboré par le Comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordinateur de bassin.

Le SDAGE est né avec la loi sur l'eau de 1992, qui dispose qu'il « fixe pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ».

L'état Français a choisi les SDAGE, afin de prendre en compte les objectifs définis par la Directive cadre sur l'eau (DCE). Le SDAGE en cours s'applique pour la période 2022-2027.

Il est le premier outil d'orientation mis en place par la loi pour protéger et gérer l'eau dans son intérêt général, en tenant compte des intérêts économiques. Il définit les grandes orientations et les objectifs de qualité à prendre en compte dans la gestion de l'eau et de son fonctionnement sur le territoire du bassin versant Artois Picardie.

Le SDAGE a une certaine portée juridique, d'après l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement. Il est opposable à l'administration et non aux tiers, c'est-à-dire que la responsabilité du non-respect du SDAGE ne peut être imputée directement à une personne privée. En revanche toute personne pourra contester la légalité de la décision administrative qui ne respecte pas les mesures du document. Tous les programmes ou décisions administratives ne peuvent pas être en contradiction avec le SDAGE sous peine d'être annulés par le juge pour incompatibilité des documents.

Objectifs du SDAGE

Les 5 enjeux du bassin Artois-Picardie sont :

- Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques,
- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante,
- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Enjeu D : Protéger le milieu marin,
- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Les orientations qui concernent le projet sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
Enjeu A : Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides		
A.1 – Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	A-1.1 : Limiter les rejets	Les eaux usées des projets seront traitées à la parcelle.
	A-1.2 : Améliorer l'assainissement non collectif	Non concerné
	A-1.3 : Améliorer les réseaux de collecte	Non concerné
A.2 – Maitriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maitrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)	A-2.1 : Gérer les eaux pluviales	Les eaux pluviales devront prioritairement être évacuées en milieu naturel direct ou par infiltration.
	A-2.2 : Réaliser les zonages pluviaux	Non concerné
A.3 – Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire	A-3.1 : Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates	Non concerné
	A-3.2 : Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs environnementaux	Les enjeux environnementaux ont été pris en compte dans le choix des zones d'extension. Ils feront également l'objet d'études complémentaires lors de la réalisation du projet. Rappelons que le projet se situe sur une friche appartenant à la SNCF.

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	A-3.3 : Accompagner la mise en œuvre du Programme d'Actions Régional (PAR) Nitrates en application de la directive nitrates	Non concerné
A.4 – Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer	A-4.1 : Limiter l'impact des réseaux de drainage	Non concerné
	A-4.2 : Gérer les fossés, les aménagements d'hydraulique douce et les ouvrages de régulation	Les fossés ne seront pas impactés par le projet.
	A-4.3 : Eviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage	Non concerné
	A-4.4 – Conserver les sols	Le projet prévoit la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
A.5 – Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée	A-5.1 : Définir l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	Non concerné
	A-5.2 : Préserver les connexions latérales des cours d'eau	Non concerné
	A-5.3 : Mettre en œuvre des plans pluriannuels de restauration et d'entretien des cours d'eau	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	A-5.4 : Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques	Non concerné
	A-5.5 : Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux	Le projet sont situés à distance des cours d'eau.
	A-5.6 : Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques	Non concerné
	A-5.7 : Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif	Non concerné
A.6 – Assurer la continuité écologique et sédimentaire	A-6.1 : Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale	Les projets sont situés à distance des continuités écologiques recensées notamment au travers du SRCE.
	A-6.2 : Assurer, sur les aménagements hydroélectriques, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau	Non concerné
	A-6.3 : Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs environnementaux	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	A-6.4 : Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles	Non concerné
A.7 – Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité	A-7.1 : Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques	Non concerné
	A-7.2 : Limiter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes	Non concerné
	A-7.3 : Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau	Non concerné
	A-7.4 : Inclure la fonctionnalité écologique dans les porter à connaissance	Non concerné
	A-7.5 : Identifier et prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques	Non concerné
A-8 : Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière	A-8.1 : Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières	Non concerné
	A-8.2 : Remettre les carrières en état après exploitation	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
A-9 : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	A-9.1 : Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE	Le projet se situe à distance des zones humides.
	A-9.2 : Gérer, entretenir et préserver les zones humides	Non concerné
	A-9.3 : Préserver les zones humides dans les documents d'urbanisme	Non concerné
	A-9.4 : Eviter les habitations légères de loisirs dans les zones humides et l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	Non concerné
	A-9.5 : Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau	Non concerné
A-10 : Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles	A-10.1 : Améliorer la connaissance des micropolluants	Non concerné
A-11 : Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	A-11.1 : Adapter les rejets de micropolluants aux objectifs environnementaux	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	A-11.2 : Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations	Non concerné
	A-11.3 : Eviter d'utiliser des produits toxiques	Non concerné
	A-11.4 : Réduire à la source les rejets de substances dangereuses	Non concerné
	A-11.5 : Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires	Non concerné
	A-11.6 : Se prémunir contre les pollutions accidentelles	Non concerné
	A-11.7 : Caractériser les sédiments avant tout remaniement ou retrait	Non concerné
	A-11.8 : Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides à l'initiative des SAGE	Non concerné
A-12 : Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués		Les sites pollués ont été pris en compte et se situent à distance de la zone de projet.

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante		
B-1 : Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE	B-1.1 : Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir	Non concerné
	B-1.2 : Préserver les aires d'alimentation des captages	Le projet se situe à distance des aires d'alimentation des captages.
	B-1.3 : Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires	Non concerné
	B-1.4 : Etablir des contrats de ressources	Non concerné
	B-1.5 : Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captages	Non concerné
	B-1.6 : En cas de traitement de potabilisation, reconquérir la qualité de l'eau	Non concerné
	B-1.7 : Maitriser l'exploitation du gaz de couche	Non concerné
B-2 : Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau	B-2.1 : Améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau	Non concerné
	B-2.2 : Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place	Non concerné
	B-2.3 : Définir un volume disponible	Non concerné
	B-2.4 : Définir une durée des autorisations de prélèvements	Non concerné
B-3 : Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives	B-3.1 : Inciter aux économies d'eau	Les économies d'eau seront favorisées au sein du projet.
	B-3.2 : Adopter des ressources alternatives à	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	l'eau potable quand cela est possible	
	B-3.3 : Etudier le recours à des ressources complémentaires pour l'approvisionnement en eau potable	Non concerné
B-4 : Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères	B-4.1 : Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse	Non concerné
B-5 : Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable	B-5.1 : Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution	Non concerné
B-6 : Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères	B-6.1 : Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers	Non concerné
	B-6.2 : Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse	Non concerné
Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations		
C-1 : Limiter les dommages liés aux inondations	C-1.1 : Préserver le caractère inondable des zones identifiées	Le projet se situe à distance des zones inondables identifiées.
	C-1.2 : Préserver, gérer et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues	Non concerné
C-2 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	C-2.1 : Ne pas aggraver les risques d'inondations	Les eaux pluviales devront être gérées à la parcelle.
C-3 : Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants	C-3.1 : Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants	Non concerné
C-4 : Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau	C-4.1 : Préserver le caractère naturel des	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme	
Enjeu D : Protéger le milieu marin		
D-1 : Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées	D-1.1 : Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des eaux de baignades et conchylicoles	Non concerné
D-2 : Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture		Non concerné
D-3 : Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des navires	D-3.1 : Réduire les pollutions issues des installations portuaires	Non concerné
D-4 : Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation et la présence de déchets sur terre et en mer	D-4.1 : Mesurer les flux de nutriments à la mer	Non concerné
	D-4.2 : Réduire les quantités de déchets en mer, sur le littoral et sur le continent	Non concerné
D-5 : Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de dragage et de clapage	D-5.1 : Evaluer l'impact lors des dragages-immersions des sédiments portuaires	Non concerné
	D-5.2 : S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu	Non concerné
D-6 : Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte	D-6.1 : Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement et de planification urbaine	Non concerné
D-7 : Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement et d'activités	D-7.1 : Préserver les milieux riches et diversifiés facteurs d'équilibre du littoral	Non concerné
	D-7.2 : Rendre compatible les schémas régionaux des carrières avec la diversité des habitats marins	Non concerné
Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau		

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
E-1 : Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE	E-1.1 : Faire un rapport annuel des actions des SAGE	Non concerné
	E-1.2 : Développer les approches inter SAGE	Non concerné
	E-1.3 : Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE	Non concerné
E-2 : Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs environnementaux	E-2.1 : Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs environnementaux du SDAGE et du document stratégique de la façade maritime Manche Est – mer du Nord (DSF MEMNor), ainsi que les objectifs du PGRI	Non concerné
	E-2.2 : Viser une organisation du paysage administratif de l'eau en s'appuyant sur la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE)	Non concerné
	E-2.3 : Renforcer la prise en compte de l'évaluation des politiques publiques de l'eau	Non concerné
E-3 : Former, informer et sensibiliser	E-3.1 : Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau	Non concerné
E-4 : Adapter, développer et rationaliser la connaissance	E-4.1 : Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau	Non concerné
	E-4.2 : S'engager dans une gestion patrimoniale	Non concerné
E-5 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau dans l'atteinte des objectifs environnementaux	E-5.1 : Développer les outils économiques d'aide à la décision	Non concerné
	E-5.2 : Renforcer l'application du principe pollueur-payeur	Non concerné
	E-5.3 : Renforcer la tarification incitative de l'eau	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027	Mesures prises au travers du document d'urbanisme
E-6 : S'adapter au changement climatique	Non concerné
E-7 : Préserver la biodiversité	Non concerné

2. LE SAGE du bassin côtier du Boulonnais

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ont été institués par la Loi sur l'Eau de 1992 (Code de l'environnement L 212-3 et suivants, R 212-26 et suivants).

Le SAGE est un document de planification pour la gestion de l'eau mis en place à l'échelle d'un bassin versant, échelle géographique et périmètre hydrographique cohérents.

Il est élaboré de manière collective par l'ensemble des acteurs de l'eau.

Il a pour objectif de définir la politique de l'eau et des milieux aquatiques sur un bassin versant, il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Un SAGE fixe donc un cadre de référence pour tous les projets liés à l'eau sur son territoire et initie des programmes d'actions cohérents à l'échelle d'un bassin versant.

La commune est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bassin Côtiers du Boulonnais approuvé par arrêté préfectoral en date du 9 janvier 2013.

Ce dernier fixe 8 orientations stratégiques :

- La gestion qualitative de l'eau
- Les milieux naturels
- La ressource en eau potable
- La protection et la mise en valeur de la frange littorale
- La gestion de l'espace et la maîtrise des écoulements
- La gestion de l'eau en milieu industriel spécifique : les carrières
- Les loisirs et activités nautiques
- La communication et les actions de sensibilisation

Le tableau ci-dessous recense les thèmes et orientation auxquels le projet de Camiers répond.

Orientation stratégique 2 - La maîtrise de la pollution d'origine domestique	
Dispositions du SAGE	Mesures prises au travers du document d'urbanisme

Orientation 2 – Améliorer les systèmes de collecte et les unités de traitement collectif		
M18	Les collectivités territoriales et leurs groupements s'efforcent de mettre en place des systèmes de tamponnement et de traitement des eaux usées par temps de pluie, prioritairement en communes littorales telles que définies dans le SDAGE, lorsque ces pluies ont un impact significatif sur la qualité des eaux réceptrices.	Les eaux pluviales seront gérées à la parcelle et prioritairement infiltrées.
Orientation 3 – Améliorer les systèmes d'assainissement non collectif		
M22	Les règlements des SPANC pourront demander la réalisation d'études à la parcelle pour la définition du choix technique de l'assainissement non collectif, notamment par rapport à l'enjeu de l'aptitude des sols à l'épuration et à l'infiltration.	Le raccordement au réseau collectif est obligatoire

Orientation stratégique 5 – La gestion de l'espace et la maîtrise des écoulements		
Thème 1 – la maîtrise des écoulements en milieux urbain		
Dispositions du SAGE		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
Orientation 1 – Limiter le ruissellement et maîtriser les risques d'érosion des sols dans les zones bâties		
M188	Les organismes compétents veilleront à ce que les aménageurs et décideurs locaux mettent en place des techniques alternatives ou compensatoires de réduction des flux d'eaux pluviales, à l'instar des expérimentations faites par l'ADOPTA, dans leurs projets d'aménagement urbain et industriel, notamment sur la partie amont des bassins versants. L'infiltration à la parcelle, l'implantation de noues, de chaussées drainantes, de toits végétalisés, d'ouvrages de récupération et de réutilisation de l'eau pluviale seront privilégiées afin de tendre vers le zéro-rejet.	Les eaux pluviales seront gérées à la parcelle et prioritairement infiltrées.

3. Le SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois

Le projet permet également de répondre à plusieurs orientations du SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois. Ces orientations sont issues du Document d’Orientation et d’Objectifs (D.O.O) du SCOT approuvé le 30 janvier 2014.

■ **Première partie : Le Pays Maritime et Rural du Montreuillois valorise ses ressources environnementales et patrimoniales pour renforcer sa capacité d’accueil au service de son projet :**

○ **1.1 Préserver et valoriser les ressources écologiques**

▪ **1.1.1 - Reconnaître, préserver et valoriser les réservoirs de biodiversité majeurs**

Objectif : Reconnaître, préserver et valoriser les réservoirs de biodiversité majeurs, dans leurs caractéristiques écologiques, sur le long terme dans le cadre d’une politique conservatoire et adaptée à leur fonctionnement.

Dans ce cadre, le SCOT indique que les espaces bâtis existants ne peuvent pas se développer davantage. Cependant, ils peuvent se densifier. Ainsi la requalification de la friche SNCF s’inscrit dans cet objectif.

Par ailleurs, le projet s’inscrit également dans un objectif de renaturation. En effet, la création de la zone naturelle et d’un espace de jardins partagés permettra d’améliorer le fonctionnement écologique du site.

○ **1.2 Gérer l’espace dans le cadre de ses spécificités littorales et rurales en intégrant également la gestion des risques**

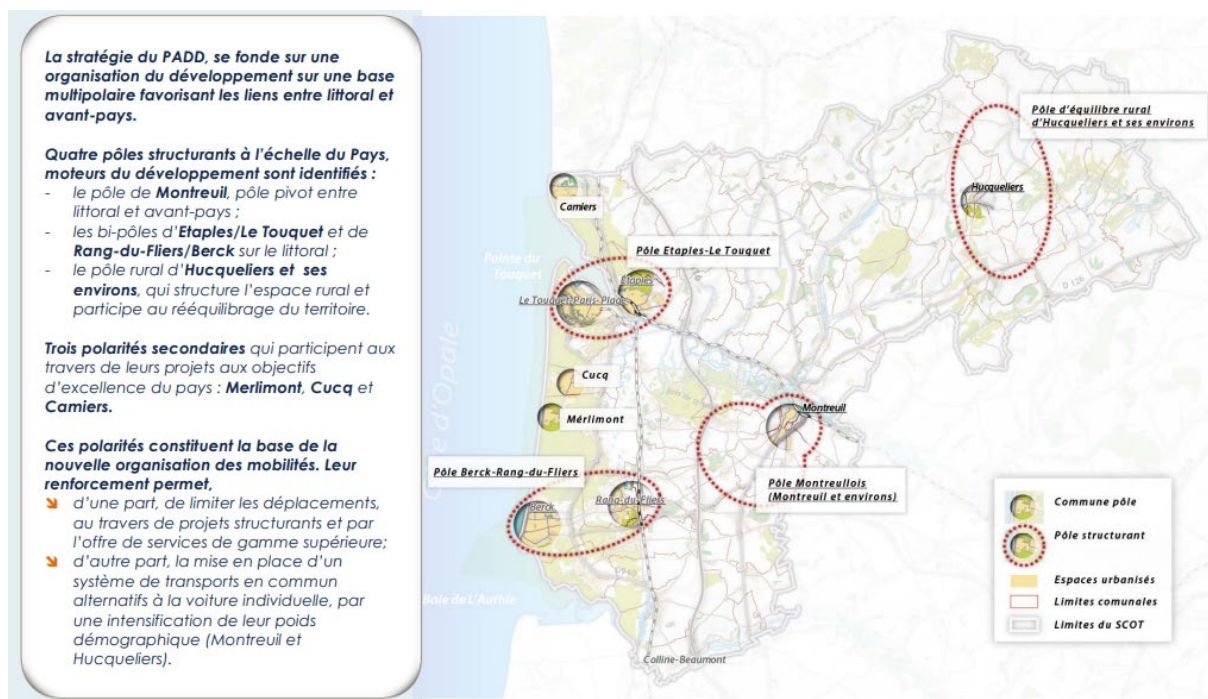
▪ **1.2.4 – Organiser et maîtriser le renouvellement urbain particulièrement en secteur littoral**

Objectif : Le SCOT vise à maintenir un espace littoral dynamique et attractif dans un contexte de forte préservation des espaces agricoles et environnementaux, et de prise en compte des risques. Il encourage un renouvellement et une intensification de ces espaces, visant à mobiliser un gisement foncier qui permet de concilier développement du parc de logements et préservation des espaces agricoles et naturels. Si cet objectif est primordial pour l’espace littoral urbanisé qui doit accueillir dans l’enveloppe urbaine entre 70 et 80% des objectifs de logements, il est également applicable aux autres villes bourgs et villages dans une moindre mesure compte tenu des configurations urbaines.

Dans ce cadre, la requalification de la friche sur laquelle se situe le projet répond à cet objectif et participe au renouvellement urbain de la commune.

■ **Deuxième partie : le Pays Maritime et Rural du Montreuillois organise et déploie ses activités dans un cadre multipolaire et intégré :**

○ **2.1 Renforcer et faire émerger des polarités, supports de mobilités alternatives renforcées et d’équilibre du territoire**



Source : SCOT : Document d'Orientation et d'Objectifs – D.O.O. – Pièce n°3 – Page 81

- 2.1.4-Mettre en œuvre des transports qui accompagnent la structuration du territoire et les mobilités de demain

Objectifs : Le SCOT vise à la mise en œuvre d'une nouvelle organisation des transports fortement axée sur les mobilités alternatives et les mobilités de demain, anticipant les évolutions en œuvre et en prenant en compte les flux saisonniers.

La mise en œuvre de cet axe passe par le développement de l'intermodalité notamment autour des gares par :

- l'amélioration des conditions d'accès au pôle pour tous modes (bus/cars, piétons, vélos, PMR, taxis)
- une meilleure insertion du pôle dans son environnement urbain présent et futur ;
- la gestion du stationnement dans le périmètre d'influence du pôle ;
- l'amélioration du fonctionnement et de la qualité de service de la gare routière.

L'amélioration de l'accessibilité interne et les mobilités quotidiennes et touristiques, se fera quant à elle par le développement des modes actifs.

Le projet répond à ces deux objectifs car c'est dans ce contexte que le parvis de la gare de Camiers sera réaménagé mais également que les aménagements cyclables vers cette gare seront renforcés. Le projet prévoit également une voie douce au sein de l'emprise du projet.

4. *Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique-Trame Verte et Bleue*

À la suite de la loi de programmation du 3 août 2009, dite « loi Grenelle 1 » qui fixe l'objectif de constituer, d'ici 2012, une trame verte et bleue nationale, la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 », précise ce projet au travers d'un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant.

Elle dispose que dans chaque région, un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) doit être élaboré conjointement par l'Etat et le Conseil Régional. Elle prévoit par ailleurs l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, qui doivent être prises en compte par les SRCE pour assurer une cohérence nationale à la trame verte et bleue.

Le SRCE fixe les objectifs (des milieux en bon état formant des continuités écologiques) et confie à la personne publique le soin de déterminer les moyens appropriés.

En Nord-Pas-de-Calais, le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) a pris le nom de schéma régional de cohérence écologique – trame verte et bleue (SRCE-TVb), pour marquer la continuité avec un schéma régional trame verte et bleue (SR-TVb) préexistant à l'obligation réglementaire d'établir dans chaque région un SRCE.

Dans la région, le bon état écologique n'est à ce jour atteint pour aucune des continuités écologiques identifiées. L'enjeu majeur de ce SRCE-TVb, outre de préserver les continuités, est clairement de les remettre en bon état.

Afin de guider les territoires dans la mise en œuvre de la trame verte et bleue, un **plan d'action** a été réalisé. Il précise **les actions prioritaires** pour chaque milieu et à l'échelle des éco paysages.

Pour chaque éco paysage, des **listes d'opérations** susceptibles d'impacts positifs sur les continuités écologiques et des listes d'opérations susceptibles d'atteintes ou d'impacts très négatifs sur les continuités écologiques sont également réalisées.

La déclinaison par éco paysage permet aux acteurs de chaque territoire concerné de s'approprier non seulement les objectifs, mais aussi les opérations prioritaires susceptibles d'impacts positifs sur les continuités écologiques ainsi que celles susceptibles d'atteintes ou d'impacts très négatifs.

Le tribunal administratif de Lille, dans un jugement du 26 janvier 2017, a conclu à l'annulation de la délibération du 4 juillet 2014 du Conseil Régional du Nord Pas de Calais approuvant le SRCE TVb. Néanmoins, il reste intéressant à prendre en compte, à titre informatif.

La zone de projet se situe à distance des éléments recensés dans le SRCE-TVb.



Source : SRCE

5. Le SRADDET

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) est un schéma régional institué par la loi NOTRe du 7 août 2015.

Le SRADDET des Hauts de France présente des règles générales et fixe les objectifs de moyen et long terme sur le territoire en matière :

- D'équilibre et d'égalité des territoires
- De désenclavement des territoires ruraux
- D'habitat
- De gestion économe de l'espace
- D'intermodalité et de développement des transports / d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional (marchandises)
- D'intermodalité et de développement des transports / d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional (voyageurs)
- De maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique et contre la pollution de l'air
- De protection et de restauration de la biodiversité
- De prévention et de gestion des déchets.

Le SRADDET des Hauts-de-France a été arrêté par le préfet de région le 4 août 2020 et **se substitue au SRCAE de la région**.

Par ce projet, la commune souhaite réhabiliter une friche appartenant à la SCNF. Cette dernière se situe à proximité immédiate du centre-bourg, des équipements et de la desserte en transports en commun. La gare de Dannes-Camiers se situe à l'entrée nord du site.

Par ailleurs, pour une bonne intégration du projet dans son environnement, une attention particulière sera apportée au traitement paysager prévu sur le site. Le traitement paysager sera un élément fort du projet. En effet, il permettra de mettre l'accent sur le lien social et les espaces naturels et verts via la zone naturelle et les jardins familiaux.

Le tableau suivant reprend les objectifs du SRADDET des Hauts-de-France.

Objectifs		Compatibilité du PLU
Soutenir les excellences régionales	1- Favoriser la diversification économique des territoires en articulation avec les écosystèmes territoriaux (EET)	Le projet n'est pas directement concerné
	2- Déployer l'économie circulaire (EET, CAE, PRPGD)	Le projet n'est pas directement concerné
	3- Conforter les pôles d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation et	Le projet n'est pas directement concerné

	développer leur accessibilité (EET)	
	4- Soutenir le développement et la transformation des filières professionnelles de l'habitat (LGT)	Le projet n'est pas directement concerné
Affirmer un positionnement de hub logistique	5- Augmenter la part modale du fluvial et du ferroviaire dans le transport de marchandises (CAE- TIM)	Le projet n'est pas directement concerné
	6- Optimiser l'implantation des activités logistiques (TIM-GEE)	Le projet n'est pas directement concerné
	7- Favoriser des formes de logistique urbaine et de desserte du dernier km plus efficaces (CAE)	Le projet n'est pas directement concerné
Faire du Canal Seine-Nord Europe un vecteur de développement économique, industriel et un support d'aménités	8- Faire du CSNE un maillon structurant du Hub logistique Hauts-de-France en veillant notamment à la complémentarité et la mise en réseau des sites et infrastructures (TIM)	Le projet n'est pas directement concerné
	9- Optimiser l'usage de la voie d'eau par une mobilisation des terrains nécessaires au développement économique, touristique et récréatif du Canal (TIM-CAE)	Le projet n'est pas directement concerné
	10- Tirer parti de la voie d'eau comme ossature des mobilités alternatives et des loisirs, notamment en facilitant l'accès aux berges et aux quais (CAE)	Le projet n'est pas directement concerné
	11- Garantir un cadre de vie de qualité et un maintien de la biodiversité aux abords du Canal (BIO)	Le projet n'est pas directement concerné

Assurer un développement équilibré et durable du littoral	12- Assurer des conditions d'un accueil respectueux des équilibres sociaux, économiques et environnementaux sur le littoral (GEE-EET)	Le projet n'est pas directement concerné
	13- Valoriser les portes d'entrées en réduisant l'impact environnemental des flux (TIVM-BIO-EET)	Le projet n'est pas directement concerné
	14- Encourager la gestion intégrée du trait de côte (GEE-BIO)	Le projet n'est pas directement concerné
Garantir un système de transport fiable et attractif	15- Proposer des conditions de déplacements soutenables (en transports en commun et sur le réseau routier) (TIV-CAE)	La zone de projet est située à proximité immédiate de la gare ferroviaire et des axes routiers.
	16- Améliorer l'accessibilité à la métropole lilloise (TIV)	Le projet n'est pas directement concerné
	17- Faciliter les échanges avec l'Île-de-France, en particulier grâce à la liaison Roissy-Picardie (TIV)	Le projet n'est pas directement concerné
	18- Encourager des solutions de mobilité pour tous les publics et les territoires les plus vulnérables (TIV-EET-DTRx)	Les solutions de mobilité alternatives seront également encouragées. La zone de projet se situe à proximité de la gare et des itinéraires cyclables (réalisés et en projet).
	19- Développer les pôles d'échanges multimodaux (TIVM)	Le projet est situé à proximité de la gare.
	20- Tendre vers un système intégré de transport à l'échelle des Hauts de France (TIV)	Le projet n'est pas directement concerné
	21- Favoriser le développement des pratiques alternatives et	La commune soutien le déploiement des voies

	complémentaires à la voiture individuelle (CAE)	cyclables et souhaite développer les mobilités alternatives.
Favoriser un aménagement équilibré des territoires	22- Rééquilibrer l'offre commerciale en faveur des centres villes et des centres bourgs (GEE)	Le projet n'est pas directement concerné
	23- Produire du logement à la hauteur des besoins et en cohérence avec l'ossature régionale (LGT)	Le projet répond aux besoins en logements de la commune.
	24- Réduire la consommation des surfaces agricoles, naturelles et forestières (GEE-CAE)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	25- Privilégier le renouvellement urbain à l'extension urbaine (GEE-CAE)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	26- Développer des modes d'aménagement innovants et prenant en compte les enjeux de biodiversité et de transition énergétique (GEE-BIO)	Des études complémentaires pourront être réalisées afin de prendre en compte au mieux les risques. Par ailleurs, les nouvelles constructions devront se conformer aux réglementations thermiques et acoustiques en vigueur.
	27- Améliorer l'accessibilité des services au public - une articulation du SRADDET et des SDAASP (EET-DTRx)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	28- Soutenir l'accès au logement (LGT)	Le projet prévoit une offre diversifiée de logements.
	29- Développer les stratégies numériques dans les territoires (EET)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	30- Développer de nouvelles formes de travail grâce à un	Le projet n'est pas directement concerné

	écosystème numérique, en particulier dans les territoires peu denses et isolés (EET-DTRx)	
Encourager la sobriété et organiser les transitions	31- Réduire les consommations d'énergies et les émissions de gaz à effet de serre (CAE)	Les nouvelles constructions devront répondre aux réglementations thermiques en vigueur.
	32- Améliorer la qualité de l'air en lien avec les enjeux de santé publique et de qualité de vie (CAE)	<p>Les nouvelles constructions devront répondre aux réglementations thermiques en vigueur.</p> <p>De plus, la zone de projet se situe au cœur de la commune, à proximité des axes de déplacement, de la gare et des services et commerces. Cela permettra de limiter les déplacements automobiles des habitants, source de gaz à effet de serre.</p> <p>Les modes actifs et modes alternatifs à la voiture seront encouragés.</p>
	33- Développer l'autonomie énergétique des territoires et des entreprises (CAE)	Le projet n'est pas concerné
	34- Expérimenter et développer des modes de production bas carbone (CAE)	Le projet n'est pas concerné
	35- Réhabiliter thermiquement le bâti tertiaire et résidentiel (CAE-LGT)	Le projet n'est pas concerné
	36- Encourager l'usage de véhicules moins émetteurs de gaz à effet de serre et de polluants, dont électriques et/ou gaz (CAE)	<p>Les modes actifs et modes alternatifs à la voiture seront encouragés.</p> <p>Le projet se situe à proximité de la gare et des itinéraires cyclables.</p>

	37- Maintenir et restaurer les services systémiques fournis par les sols notamment en termes de piège à carbone (CAE)	Le projet prévoit une zone de jardins.
	38- Adapter les territoires au changement climatique (CAE)	Le projet n'est pas concerné
	39- Réduire nos déchets à la source, transformer nos modes de consommation, inciter au tri et au recyclage (PRPGD)	Les économies d'énergie et la réduction des déchets sera encouragée.
	40- Collecter, valoriser, éliminer les déchets (PRPGD)	Le projet n'est pas directement concerné
Valoriser les cadres de vie et la nature régionale	41- Garantir des paysages et un cadre de vie de qualité et œuvrer à la reconquête des chemins ruraux (BIO)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche laissée à l'abandon.
	42- Valoriser les ressources remarquables du territoire et l'accueil de nouvelles activités dans les espaces ruraux peu denses et isolés (EET-BIO)	Le projet n'est pas directement concerné
	43- Maintenir et développer les services rendus par la biodiversité (BIO)	L'aménagement du sud du projet permettra de maintenir certains services.
	44- Objectifs par sous-trames (forestières, milieux ouverts, des cours d'eau, des zones humides, littoral) (BIO)	Le projet n'est pas directement concerné

6. *La loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral*

Comme indiqué dans la notice, la commune de Camiers est directement concernée par la loi Littoral étant donné qu'elle dispose d'une façade maritime. Cette loi primant sur les documents d'urbanisme, il est nécessaire d'examiner la compatibilité du projet envisagé avec les orientations définies dans cette loi. Pour ce faire, l'analyse sera basée sur les articles du code de l'Urbanisme, réceptacles de l'ensemble des dispositions relatives à l'aménagement et à la protection du littoral :

Section 1 : Dispositions générales

Sous-section 1 : Champ d'application

Code de l'Urbanisme - Article L.121-1 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« Les dispositions du présent chapitre déterminent les conditions d'utilisation des espaces terrestres, maritimes et lacustres : 1° Dans les communes littorales définies à l'article L. 321-2 du code de l'environnement ; 2° Dans les communes qui participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux, lorsqu'elles en font la demande auprès de l'autorité administrative compétente de l'Etat. La liste de ces communes est fixée par décret en Conseil d'Etat, après avis du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ».</i>
Compatibilité avec le projet
La commune de Camiers étant une commune littorale, son aménagement se doit de respecter les conditions d'utilisations des espaces terrestres, maritimes et lacustres.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-2 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« Dans les espaces proches du rivage des communes riveraines de la mer et incluses dans le champ d'application de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, les dispositions prévues aux articles L. 122-5 à L. 122-10, L. 122-12 et L. 122-13 ainsi que les dispositions relatives aux unités touristiques nouvelles prévues à la sous-section 4 de la section 1 du chapitre II du présent titre ne sont pas applicables ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet se situant à distance de l'espace proche du rivage, les dispositions définies s'appliquent. Celui-ci se situe à plus de 650 m de l'emprise de l'espace proche du rivage (tracé dans le SCoT et dans le PLU).

Code de l'Urbanisme - Article L.121-3 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<p>« Les dispositions du présent chapitre sont applicables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux, constructions, défrichements, plantations, aménagements, installations et travaux divers, la création de lotissements, l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes, l'établissement de clôtures, l'ouverture de carrières, la recherche et l'exploitation de minerais et les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le schéma de cohérence territoriale précise, en tenant compte des paysages, de l'environnement, des particularités locales et de la capacité d'accueil du territoire, les modalités d'application des dispositions du présent chapitre. Il détermine les critères d'identification des villages, agglomérations et autres secteurs déjà urbanisés prévus à l'article L. 121-8, et en définit la localisation ».</p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le présent chapitre s'applique donc pour le projet de la commune de Camiers dès lors qu'il consiste en une opération entremêlant habitat, reconquête des friches et réaménagement des abords du pôle gare.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-4 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p>« Les installations, constructions, aménagements de nouvelles routes et ouvrages nécessaires à la sécurité maritime et aérienne, à la défense nationale, à la sécurité civile et ceux nécessaires au fonctionnement des aéroports et des services publics portuaires autres que les ports de plaisance ne sont pas soumis aux dispositions du présent chapitre lorsque leur localisation répond à une nécessité technique impérative ».</p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet n'entre pas dans ces catégories, les dispositions du chapitre trouvent donc à s'appliquer.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-5 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p>« A titre exceptionnel, les stations d'épuration d'eaux usées, non liées à une opération d'urbanisation nouvelle, peuvent être autorisées par dérogation aux dispositions du présent chapitre ».</p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne consiste pas en la création d'une station d'épuration</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-5-1 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<p><i>« Dans les zones non interconnectées au réseau électrique métropolitain continental dont la largeur est inférieure à dix kilomètres au maximum, les ouvrages nécessaires à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables peuvent être autorisés par dérogation aux dispositions du présent chapitre, après accord du représentant de l'Etat dans la région.</i></p> <p><i>L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne consiste pas en la création d'ouvrages nécessaires à la production d'énergie</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-6 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p><i>« Les nouvelles routes de transit sont localisées à une distance minimale de 2 000 mètres du rivage. Cette disposition ne s'applique pas aux rives des plans d'eau intérieurs.</i></p> <p><i>La création de nouvelles routes sur les plages, cordons lagunaires, dunes ou en corniche est interdite.</i></p> <p><i>Les nouvelles routes de desserte locale ne peuvent être établies sur le rivage, ni le longer.</i></p> <p><i>Toutefois, les dispositions des premier, deuxième et troisième alinéas ne s'appliquent pas en cas de contraintes liées à la configuration des lieux ou, le cas échéant, à l'insularité. La commission départementale de la nature, des paysages et des sites est alors consultée sur l'impact de l'implantation de ces nouvelles routes sur la nature.</i></p> <p><i>L'aménagement des routes dans la bande littorale définie à l'article L. 121-16 est possible dans les espaces urbanisés ou lorsqu'elles sont nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne consiste pas en la création de nouvelles routes dans les cas de figures mentionnés ci-dessus.</p>

Sous-section 2 : Régime d'urbanisation :

Code de l'Urbanisme - Article L.121-7 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« Les opérations d'aménagement admises à proximité du rivage organisent ou préservent le libre accès du public à celui-ci ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet n'est pas concerné par cette disposition dès lors que celui-ci n'est pas réalisé à proximité du rivage. Celui-ci se situe à plus de 650 m de l'emprise de l'espace proche du rivage (tracé dans le SCoT et dans le PLU).

Code de l'Urbanisme - Article L.121-8 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<i>« L'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants.</i>
<i>Dans les secteurs déjà urbanisés autres que les agglomérations et villages identifiés par le schéma de cohérence territoriale et délimités par le plan local d'urbanisme, des constructions et installations peuvent être autorisées, en dehors de la bande littorale de cent mètres, des espaces proches du rivage et des rives des plans d'eau mentionnés à l'article L. 121-13, à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics, lorsque ces constructions et installations n'ont pas pour effet d'étendre le périmètre bâti existant ni de modifier de manière significative les caractéristiques de ce bâti. Ces secteurs déjà urbanisés se distinguent des espaces d'urbanisation diffuse par, entre autres, la densité de l'urbanisation, sa continuité, sa structuration par des voies de circulation et des réseaux d'accès aux services publics de distribution d'eau potable, d'électricité, d'assainissement et de collecte de déchets, ou la présence d'équipements ou de lieux collectifs.</i>
<i>L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Elle est refusée lorsque ces constructions et installations sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages ».</i>
Compatibilité avec le projet
La zone de projet se situe dans le centre de la commune de Camiers, à proximité immédiate du tissu bâti. Des connexions avec le réseau viaire existant sont également prévues, ce qui démontre de sa proximité. Par ailleurs, le projet ne se situe pas dans l'espace proche du rivage. Celui-ci se

situé à plus de 650 m de l'emprise de l'espace proche du rivage (tracé dans le SCoT et dans le PLU). Le projet envisagé est donc compatible avec ledit article.
Code de l'Urbanisme - Article L.121-9 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes en dehors des espaces urbanisés sont en outre subordonnés à la délimitation de secteurs prévus à cet effet par le plan local d'urbanisme ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne prévoit pas l'aménagement ni l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-10 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<i>« Par dérogation à l'article L. 121-8, les constructions ou installations nécessaires aux activités agricoles ou forestières ou aux cultures marines peuvent être autorisées avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites et de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.</i> <i>Ces opérations ne peuvent être autorisées qu'en dehors des espaces proches du rivage, à l'exception des constructions ou installations nécessaires aux cultures marines.</i> <i>L'accord de l'autorité administrative est refusé si les constructions ou installations sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages.</i> <i>Le changement de destination de ces constructions ou installations est interdit ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne consiste pas en la réalisation de constructions ou installations nécessaires aux activités agricoles ou forestières.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-11 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« Les dispositions de l'article L. 121-8 ne font pas obstacle à la réalisation de travaux de mise aux normes des exploitations agricoles, à condition que les effluents d'origine animale ne soient pas accrus ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne prévoit pas de réaliser des travaux de mise aux normes des exploitations agricoles.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-12 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance

« Les ouvrages nécessaires à la production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ne sont pas soumis aux dispositions de l'article L. 121-8, lorsqu'ils sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Ils peuvent être implantés après délibération favorable de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou, à défaut, du conseil municipal de la commune concernée par l'ouvrage, et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Ces ouvrages ne peuvent pas être implantés s'ils sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux sites et paysages remarquables.

La dérogation mentionnée au premier alinéa s'applique en dehors des espaces proches du rivage et au-delà d'une bande d'un kilomètre à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés à l'article L. 321-2 du code de l'environnement. Le plan local d'urbanisme peut adapter, hors espaces proches du rivage, la largeur de la bande d'un kilomètre ».

Compatibilité avec le projet

Le projet ne consiste pas en la réalisation d'ouvrages nécessaires à la production d'électricité.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-13 – Version en vigueur depuis le 01 août 2017 - Légifrance

« L'extension limitée de l'urbanisation des espaces proches du rivage ou des rives des plans d'eau intérieurs désignés au 1° de l'article L. 321-2 du code de l'environnement est justifiée et motivée dans le plan local d'urbanisme, selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

Toutefois, ces critères ne sont pas applicables lorsque l'urbanisation est conforme aux dispositions d'un schéma de cohérence territoriale ou d'un schéma d'aménagement régional ou compatible avec celles d'un schéma de mise en valeur de la mer.

En l'absence de ces documents, l'urbanisation peut être réalisée avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites appréciant l'impact de l'urbanisation sur la nature. Le plan local d'urbanisme respecte les dispositions de cet accord.

Dans les communes riveraines des plans d'eau d'une superficie supérieure à 1 000 hectares et incluses dans le champ d'application de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985, les autorisations prévues aux articles L. 122-20 et L. 122-21 valent accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat au titre du troisième alinéa du présent article ».

Compatibilité avec le projet

Le projet ne se situe pas dans l'espace proche du rivage. Celui-ci se situe à plus de 650 m de l'emprise de l'espace proche du rivage (tracé dans le SCoT et dans le PLU).

Code de l'Urbanisme - Article L.121-14 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance

« L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes respectent les dispositions de l'article L. 121-13 relatives à l'extension limitée de l'urbanisation ».

Compatibilité avec le projet

Le projet ne prévoit pas l'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-15 – Version en vigueur depuis le 22 juin 2016 - Légifrance

« Les dispositions de l'article L. 121-13 s'appliquent aux rives des estuaires les plus importants, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ».

Compatibilité avec le projet

Le projet n'est pas concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-16 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés au 1° de l'article L. 321-2 du code de l'environnement ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne se situe pas dans la bande littorale de 100m.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-17 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<i>« L'interdiction prévue à l'article L. 121-16 ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.</i>
<i>La dérogation prévue au premier alinéa est notamment applicable, dans les communes riveraines des mers, des océans, des estuaires et des deltas mentionnées à l'article L. 321-2 du code de l'environnement, à l'atterrissage des canalisations et à leurs jonctions, lorsque ces canalisations et jonctions sont nécessaires à l'exercice des missions de service public définies à l'article L. 121-4 du code de l'énergie ou à l'établissement des réseaux ouverts au public de communications électroniques. Les techniques utilisées pour la réalisation de ces ouvrages sont souterraines et toujours celles de moindre impact environnemental. L'autorisation d'occupation du domaine public ou, à défaut, l'approbation des projets de construction des ouvrages mentionnée au 1° de l'article L. 323-11 du code de l'énergie est refusée si les canalisations ou leurs jonctions ne respectent pas les conditions prévues au présent alinéa. L'autorisation ou l'approbation peut comporter des prescriptions destinées à réduire l'impact environnemental des canalisations et de leurs jonctions.</i>
<i>La réalisation des constructions, installations, canalisations et jonctions mentionnées au présent article est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne consiste pas en la réalisation de constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-18 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes sont interdits dans la bande littorale ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne prévoit pas l'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-19 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<i>« Le plan local d'urbanisme peut porter la largeur de la bande littorale mentionnée à l'article L. 121-16 à plus de cent mètres, lorsque des motifs liés à la sensibilité des milieux le justifient.</i>
<i>Dans les communes mentionnées à l'article L. 121-22-1, lorsque la projection du recul du trait de côte à l'horizon de trente ans le justifie, le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu ou la carte communale porte la largeur de la bande littorale mentionnée à l'article L. 121-16 à plus de cent mètres. Cette bande correspond aux parties situées en dehors des espaces urbanisés de la zone définie au 1° de l'article L. 121-22-2 ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne se trouve pas dans la bande littorale indiquée au PLU et n'en modifie pas le tracé.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-20 – Version en vigueur depuis le 22 juin 2016 - Légifrance
<i>« Les dispositions des articles L. 121-16 à L. 121-19 s'appliquent aux rives des estuaires les plus importants, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet n'est pas concerné.

Sous-section 3 : Dispositions spécifiques aux documents d'urbanisme des communes littorales :

Code de l'Urbanisme - Article L.121-21 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<p><i>« Pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte :</i></p> <p><i>1° De la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-23 ;</i></p> <p><i>1° bis De l'existence de risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine, et de la projection du recul du trait de côte ;</i></p> <p><i>2° De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;</i></p> <p><i>3° Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés.</i></p> <p><i>Dans les espaces urbanisés, ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation des opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant, ainsi qu'à l'amélioration, l'extension ou la reconstruction des constructions existantes ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le site de projet n'est pas concerné par un espace ou milieu mentionné à l'article L.121-23, ne peut connaître de risques littoraux du fait de son éloignement, ne se situe pas sur un espace agricole, et ne porte pas atteinte aux conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés, là encore, du fait de son éloignement par rapport au rivage.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p><i>« Les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme doivent prévoir des espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne remet pas en cause les espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation. Celui-ci se situe en lieu et place de la zone 2AUa au plan de zonage. De plus, cet espace n'est pas identifié par le SCot comme une coupure d'urbanisation.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-1 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
--

<p><i>« Les communes incluses dans la liste établie en application de l'article L. 321-15 du code de l'environnement dont le territoire n'est pas couvert, à la date d'entrée en vigueur de la liste, par un plan de prévention des risques littoraux prescrit ou approuvé comportant des dispositions relatives au recul du trait de côte établissent une carte locale d'exposition de leur territoire au recul du trait de côte, dans les conditions prévues au présent paragraphe.</i></p>

<p><i>Les communes incluses dans la liste établie en application de l'article L. 321-15 du code de l'environnement dont le territoire est couvert, à la date d'entrée en vigueur de la liste, par un plan de prévention des risques littoraux prescrit ou approuvé comportant des dispositions relatives au recul du trait de côte peuvent établir une carte locale de projection du recul du trait de côte dans les conditions prévues au présent paragraphe.</i></p>
--

<p><i>Si une ou plusieurs de ces communes appartiennent à un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, la carte est établie par ce dernier.</i></p>
--

<p><i>Dans les communes mentionnées aux deux premiers alinéas du présent article, le présent chapitre est applicable, sous réserve du présent paragraphe ».</i></p>

Compatibilité avec le projet

<p>Le PLU fait figurer, sur son plan de zonage, les secteurs concernés par le recul potentiel du trait de côte à 100 ans. Le projet se situe à distance de ces secteurs et ne remet pas en cause ce tracé.</p>
--

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-2 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
--

<p>« Le document graphique du règlement du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu applicable dans les communes mentionnées à l'article L. 121-22-1 délimite sur le territoire de ces communes :</p>

<p>1° La zone exposée au recul du trait de côte à l'horizon de trente ans ;</p>

<p>2° La zone exposée au recul du trait de côte à un horizon compris entre trente et cent ans.</p>
--

<p><i>Le rapport de présentation du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu comprend une synthèse des études techniques prises en compte pour délimiter dans le document graphique du règlement les zones mentionnées aux 1° et 2° du présent article et, si elles ont été prises en compte pour procéder à cette délimitation, une synthèse des actions de lutte contre l'érosion côtière et des actions issues des stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte mises en œuvre par les collectivités territorialement compétentes ».</i></p>
--

Compatibilité avec le projet

<p>Le projet ne remet pas en cause le périmètre correspondant aux secteurs concernés par le recul potentiel du trait de côte à 100 ans (indiqué par l'indice rtc au plan de zonage)</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-3 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance

« Lorsque le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu inclut le territoire d'au moins une commune mentionnée à l'article L. 121-22-1, l'autorité compétente mentionnée à l'article L. 153-8 engage l'évolution de ce plan par délibération de son organe délibérant, afin d'y délimiter les zones mentionnées à l'article L. 121-22-2. Cette délibération correspond à celle prévue à l'article L. 153-32, lorsque l'évolution du plan est effectuée selon la procédure de révision, ou tient lieu de l'engagement prévu à l'article L. 153-37, lorsque l'évolution du plan est effectuée selon la procédure de modification de droit commun ou selon la procédure de modification simplifiée, notamment celle prévue au deuxième alinéa du présent article.

Par dérogation aux articles L. 153-31 à L. 153-44, cette évolution peut être effectuée selon la procédure de modification simplifiée prévue aux articles L. 153-45 à L. 153-48.

Pour les communes mentionnées au premier alinéa de l'article L. 121-22-1, la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu est engagée au plus tard un an après la publication de la liste mentionnée à l'article L. 321-15 du code de l'environnement.

Si le plan local d'urbanisme délimitant les zones définies à l'article L. 121-22-2 du présent code n'entre pas en vigueur à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'engagement de la procédure d'évolution prévue au premier alinéa du présent article, sauf lorsque le territoire est couvert par un plan de prévention des risques littoraux approuvé à cette échéance comportant des dispositions relatives au recul du trait de côte, l'organe délibérant de l'autorité compétente adopte une carte de préfiguration des zones définies à l'article L. 121-22-2 avant cette échéance, cette carte étant applicable jusqu'à l'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme intégrant ces zones.

L'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délais prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations qui sont situés dans les zones préfigurées en application de l'avant-dernier alinéa du présent article et qui sont de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan, dès lors qu'a été publiée la délibération d'adoption de la carte de préfiguration ».

Compatibilité avec le projet

Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-4 – Version en vigueur depuis le 08 avril 2022 - Légifrance

« I.-Dans les espaces urbanisés de la zone délimitée en application du 1° de l'article L. 121-22-2, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'habitation des constructions, seuls peuvent être autorisés :

1° Les travaux de réfection et d'adaptation des constructions existantes à la date d'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme délimitant les zones définies au même article L. 121-22-2 ;

2° Les constructions ou installations nouvelles nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau, à condition qu'elles présentent un caractère démontable ;

3° Les extensions des constructions existantes à la date d'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme délimitant les zones définies audit article L. 121-22-2, à condition qu'elles présentent un caractère démontable.

II.-Dans les espaces non urbanisés mentionnés aux articles L. 121-16 et L. 121-46, et les secteurs occupés par une urbanisation diffuse mentionnés à l'article L. 121-49, de la zone délimitée en application du 1° de l'article L. 121-22-2, seules les constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau peuvent être autorisées, en dehors des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-23 et à condition qu'elles présentent un caractère démontable ».

Compatibilité avec le projet

Le projet se situe à distance des secteurs concernés par le recul potentiel du trait de côte à 100 ans (indiqué par l'indice rtc au plan de zonage)

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-5 – Version en vigueur depuis le 08 avril 2022 - Légifrance

« I.-Dans la zone délimitée en application du 2° de l'article L. 121-22-2, la démolition de toute construction nouvelle à compter de la date d'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme intégrant les zones mentionnées au même article L. 121-22-2 ou du document d'urbanisme en tenant lieu et celle des extensions de constructions existantes à compter de cette même date, ainsi que la remise en état du terrain, sous la responsabilité et aux frais de leur propriétaire, sont obligatoires lorsque le recul du trait de côte est tel que la sécurité des personnes ne pourra plus être assurée au delà d'une durée de trois ans.

L'obligation de démolition et de remise en état est ordonnée par arrêté du maire dans les conditions fixées au III du présent article.

II.-Lorsque le projet requiert la délivrance d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une décision de non-opposition à déclaration préalable, leur mise en œuvre est subordonnée, en application de l'article L. 425-16, à la consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et

consignations d'une somme, correspondant au coût prévisionnel de la démolition et de la remise en état mentionnées au I du présent article, dont le montant est fixé par l'autorisation d'urbanisme.

Le bénéficiaire de l'autorisation adresse au maire le récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et consignations avant la mise en œuvre de l'autorisation.

Par dérogation à l'article L. 518-24 du code monétaire et financier, le délai de trente ans mentionné aux premier et avant-dernier alinéas du même article L. 518-24 est porté à cent ans et la période de trente années mentionnée à l'avant-dernier alinéa dudit article L. 518-24 est portée à cent années.

Le taux de rémunération est fixé dans les conditions prévues à l'article L. 518-23 du même code, en tenant compte du délai de déchéance.

La consignation des sommes correspondant au coût prévisionnel de la démolition et de la remise en état emporte affectation spéciale et légale et droit de préférence, au sens de l'article 2333 du code civil.

Les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de fixation du montant, de dépôt et de conservation de la consignation.

III.-Pour toute construction soumise à l'obligation de démolition et de remise en état, le maire, dans les conditions prévues au I, ordonne l'exécution de ces obligations dans un délai déterminé, qui ne peut être inférieur à six mois.

Lorsque l'arrêté n'a pas été exécuté dans le délai fixé au premier alinéa du présent III, le maire met en demeure le propriétaire de procéder à cette exécution dans un délai déterminé, qui ne peut être inférieur à un mois.

IV.-Si, à l'issue du délai fixé dans la mise en demeure ordonnant des travaux de démolition et de remise en état du site, ceux-ci n'ont pas été accomplis par le propriétaire, le maire peut faire procéder d'office à tous les travaux nécessaires en lieu et place de la personne mise en demeure et aux frais de celle-ci. En cas d'absence ou d'insuffisance des sommes consignées, les frais de toute nature avancés sont recouvrés comme en matière de contributions directes en application de l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales. Si l'immeuble relève du statut de la copropriété, le titre de recouvrement est émis à l'encontre de chaque copropriétaire pour la fraction de créance dont il est redevable.

V.-La somme consignée attachée au bien et, le cas échéant, les intérêts échus peuvent être déconsignés, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, sur décision du maire au bénéfice du propriétaire, au fur et à mesure de l'exécution des travaux de démolition et de remise en état, ou du comptable de la commune, pour financer la réalisation d'office des travaux.

VI.-Nonobstant toutes dispositions contraires, les titulaires de droits réels ou de baux de toute nature portant sur des constructions créées ou aménagées en application du présent paragraphe ne

peuvent prétendre à aucune indemnité de la part de l'autorité qui a fait procéder à la démolition et à la remise en état.

VII.-A peine de nullité, toute promesse de vente, tout contrat de vente ou de location ou tout contrat constitutif de droits réels portant sur des constructions soumises aux obligations prévues au présent article doit les mentionner.

VIII.-Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions nouvelles ou extensions de constructions existantes réalisées dans le cadre d'un bail réel conclu dans les conditions prévues à l'article L. 321-18 du code de l'environnement ».

Compatibilité avec le projet
Le projet se situe à distance des secteurs concernés par le recul potentiel du trait de côte à 100 ans (indiqué par l'indice rtc au plan de zonage)

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<i>« La carte communale applicable dans les communes mentionnées à l'article L. 121-22-1 délimite sur le territoire de ces communes les zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 121-22-2.</i>
<i>Le rapport de présentation de la carte communale comprend une synthèse des études techniques prises en compte pour délimiter dans le document graphique les zones mentionnées aux mêmes 1° et 2° et, si elles ont été prises en compte pour procéder à cette délimitation, une synthèse des actions de lutte contre l'érosion côtière et des actions issues des stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte mises en œuvre par les collectivités territorialement compétentes ».</i>
Compatibilité avec le projet
Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-7 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance

« Lorsque la carte communale inclut le territoire d'au moins une commune mentionnée à l'article L. 121-22-1, l'autorité compétente mentionnée à l'article L. 163-3 engage la révision de la carte communale afin d'y délimiter les zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 121-22-2.

Pour les communes mentionnées au premier alinéa de l'article L. 121-22-1, cette procédure de révision est engagée au plus tard un an après la publication de la liste mentionnée à l'article L. 321-15 du code de l'environnement.

Si la carte communale délimitant les zones mentionnées à l'article L. 121-22-2 du présent code n'entre pas en vigueur à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'engagement de la procédure de révision, sauf lorsque le territoire est couvert par un plan de prévention des risques littoraux approuvé à cette échéance comportant des dispositions relatives au recul du trait de côte, l'organe délibérant de l'autorité compétente adopte une carte de préfiguration des zones définies au même article L. 121-22-2 avant cette échéance, cette carte étant applicable jusqu'à l'entrée en vigueur du document d'urbanisme délimitant ces zones.

L'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délais prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations qui sont situés dans les zones préfigurées en application du troisième alinéa du présent article et qui sont de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution de la future carte, dès lors qu'a été publiée la délibération d'adoption de la carte de préfiguration ».

Compatibilité avec le projet

Non concerné

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-8– Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance

« Dans la zone délimitée en application de l'article L. 121-22-6 et mentionnée au 1° de l'article L. 121-22-2, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'habitation des constructions, l'article L. 121-22-4 est applicable ».

Compatibilité avec le projet

Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-9– Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<i>« Dans la zone délimitée en application de l'article L. 121-22-6 et mentionnée au 2° de l'article L. 121-22-2, l'article L. 121-22-5 est applicable ».</i>
Compatibilité avec le projet
Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-10– Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<i>« I.-L'autorité compétente prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme ou engage l'élaboration d'une carte communale lorsque la commune, si elle est compétente, ou au moins une commune du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale compétent est mentionnée à l'article L. 121-22-1 et n'est couverte par aucun de ces documents d'urbanisme.</i>
<i>Pour les communes mentionnées au premier alinéa du même article L. 121-22-1, la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme ou de la carte communale est engagée au plus tard un an après la publication de la liste mentionnée à l'article L. 321-15 du code de l'environnement.</i>
<i>II.-Sans préjudice de la section 3 du chapitre III du titre V du présent livre, l'élaboration du plan local d'urbanisme s'effectue dans les conditions prévues au présent paragraphe.</i>
<i>III.-Sans préjudice de la section 3 du chapitre III du titre VI du présent livre, l'élaboration de la carte communale s'effectue dans les conditions prévues au présent paragraphe ».</i>
Compatibilité avec le projet
Non concerné, le PLU est existant.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-11 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<p><i>« Dans un délai de six ans à compter de l'entrée en vigueur de la carte communale révisée en application de l'article L. 121-22-7 ou adoptée en application de l'article L. 121-22-10, l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, après avoir sollicité l'avis de ses communes membres, décide, si la projection du recul du trait de côte le justifie, soit d'engager la révision de la carte communale, soit de maintenir la carte communale en vigueur, soit de prescrire l'élaboration d'un plan local d'urbanisme établissant une carte locale d'exposition de son territoire au recul du trait de côte, dans les conditions prévues au présent paragraphe.</i></p> <p><i>L'autorité compétente délibère de nouveau, tous les six ans, soit après l'entrée en vigueur de la carte révisée en application du premier alinéa du présent article, soit après la délibération décidant son maintien en vigueur en application du même premier alinéa, en vue de prendre l'une des décisions mentionnées audit premier alinéa.</i></p> <p><i>Les deux derniers alinéas de l'article L. 121-22-7 sont applicables lorsque l'autorité compétente engage la révision de la carte communale en application du présent article ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-12– Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<p><i>« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent paragraphe ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
Non concerné.

Sous-section 4 : Préservation de certains espaces et milieux

Code de l'Urbanisme - Article L.121-23– Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p><i>« Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.</i></p> <p><i>Un décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive 79/409 CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne remet pas en cause les décisions relatives à la vocation des zones dès lors qu'il se situe en zone 2AUa (ouverte à l'urbanisation après modification du PLU). Le projet ne se situe pas non plus sur un des espaces précités au sein de l'article.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-24– Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<p><i>« Des aménagements légers, dont la liste limitative et les caractéristiques sont définies par décret en Conseil d'Etat, peuvent être implantés dans ces espaces et milieux lorsqu'ils sont nécessaires à leur gestion, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public, et qu'ils ne portent pas atteinte au caractère remarquable du site.</i></p> <p><i>Ces projets d'aménagement sont soumis, préalablement à leur autorisation, à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement dans les cas visés au 1° du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement et à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Dans les autres cas, ils sont soumis à une mise à disposition du public pendant une durée d'au moins quinze jours, dans des conditions permettant à celui-ci de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. La nature des documents communiqués au public et les modalités de leur mise à disposition sont précisées par l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. A l'issue de la mise à disposition et avant de prendre sa décision, l'autorité administrative en établit le bilan ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne se situe pas ces espaces et milieux.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-25– Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<p><i>« Dans les communes riveraines des mers, des océans, des estuaires et des deltas mentionnées à l'article L. 321-2 du code de l'environnement, l'atterrage des canalisations et leurs jonctions peuvent être autorisées, lorsque ces canalisations et jonctions sont nécessaires à l'exercice des missions de service public définies à l'article L. 121-4 du code de l'énergie ou à l'établissement des réseaux ouverts au public de communications électroniques.</i></p> <p><i>Les techniques utilisées pour la réalisation de ces ouvrages électriques et de communications électroniques sont souterraines et toujours celles de moindre impact environnemental.</i></p> <p><i>Leur réalisation est soumise à enquête publique réalisée en application du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.</i></p> <p><i>L'autorisation d'occupation du domaine public ou, à défaut, l'approbation des projets de construction des ouvrages mentionnée au 1° de l'article L. 323-11 du code de l'énergie est refusée si les canalisations ou leurs jonctions ne respectent pas les conditions prévues au présent article ou sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux sites et paysages remarquables. L'autorisation ou l'approbation peut comporter des prescriptions destinées à réduire l'impact environnemental des canalisations et de leurs jonctions ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne prévoit pas l'atterrage des canalisations, ni leurs jonctions.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-26 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p><i>« La réalisation de travaux ayant pour objet la conservation ou la protection de ces espaces et milieux peut être admise, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
Le projet prévoit la conservation du Blockhaus mais n'envisage pas la réalisation de travaux.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-27 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
« Le plan local d'urbanisme classe en espaces boisés, au titre de l'article L. 113-1, les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ou du groupement de communes, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ».
Compatibilité avec le projet
Le projet n'est pas situé sur un espace identifié comme boisé sur le plan de zonage et ne remet en cause aucun de ces espaces.

La paragraphe 3 de la sous-section 4 sur le schéma d'aménagement de plage (articles L121-28 à L.121-30) ne sera pas analysé dès lors que cela ne concerne pas le projet. La section 2 sur les servitudes ne sera pas analysée non plus dès lors que le projet ne se situe pas sur le littoral.

Ainsi, d'après les éléments indiqués ci-dessus, et pour réaliser une synthèse, le projet est compatible avec les grandes thématiques de la loi littoral sont :

- **La bande littorale de 100m** : le projet se situe à distance de la bande littorale de 100m (à plus de 2 km). Celle-ci n'est donc pas impactée par le projet.
- **L'extension limitée de l'urbanisation des espaces proches du rivage** : le projet se situe à distance de l'espace proche du rivage (à plus de 650m). Celle-ci n'est donc pas impactée par le projet.
- **Les coupures d'urbanisation** : le site du projet n'est pas identifié par le SCoT comme une coupure d'urbanisation. Celles-ci ne sont donc pas impactées par le projet.
- **Les espaces boisés les plus significatifs** : le projet n'est pas localisé sur un espace boisé classé par le PLU.
- **Les espaces remarquables et caractéristiques du littoral** : le projet ne remet pas en cause les décisions relatives à la vocation des zones. En effet, le projet se situe en lieu et place d'une zone 2AUa.
- **L'extension de l'urbanisation en continuité des agglomérations, villages et la densification des secteurs déjà urbanisés** : le site de projet se situe à proximité immédiate du tissu bâti, qui peut à la fois être vu comme une extension en continuité (création d'un « second rang ») et comme une densification (urbanisation d'un espace situé entre le tissu bâti et la voie ferrée).

7. Le PGRI Artois-Picardie

La commune de Camiers est concernée par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation 2022-2027 du bassin Artois Picardie.

Le PGRI fixe plusieurs objectifs de gestion des inondations pour le bassin et des dispositions associées.

Objectif 1 : Aménager durablement les territoires et réduire la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations

Orientation 1 : Renforcer la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire	<p>Les risques d'inondation sont pris en compte dans le projet.</p> <p>Les risques liés aux inondations sont également recensés au sein des plans de zonage.</p>
Orientation 2 : Développer les actions de réduction de la vulnérabilité par l'incitation, l'appui technique et l'aide au financement, pour une meilleure résilience des territoires exposés	Non concerné.
Objectif 2 : Favoriser le ralentissement des écoulements en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques	
Orientation 3 : Préserver et restaurer les espaces naturels qui favorisent le ralentissement des écoulements.	<p>Des aménagements hydrauliques seront réalisés au sein des zones de projet. Les aménagements paysagers permettront également de ralentir les écoulements.</p> <p>La gestion des eaux pluviales se fera à la parcelle dans la mesure du possible et si les études réalisées montrent une absence de pollution des sols.</p>
Orientation 4 : Renforcer la cohérence entre les politiques de gestion du trait de côte et défense contre la submersion marine	Non concerné
Orientation 5 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation, d'érosion des sols et de coulées de boues	Des aménagements hydrauliques pourront être réalisés au sein des projets afin de garantir les continuités hydrauliques. Les aménagements paysagers permettront également de ralentir les écoulements.
Orientation 6 : Evaluer toutes les démarches de maîtrise de l'aléa à la lumière des risques pour les vies humaines et des critères économiques et environnementaux	Non concerné
Objectif 3 : Améliorer la connaissance des risques d'inondation et le partage de l'information, pour éclairer les décisions et responsabiliser les acteurs	
Orientation 7 : Améliorer et partager la connaissance de l'ensemble des phénomènes d'inondation touchant le bassin Artois-Picardie, en intégrant les conséquences du changement climatique	Non concerné

Orientation 8 : Renforcer la connaissance des enjeux en zone inondable et des dommages auxquels ils sont exposés, comme support d'aide à la décision pour réduire la vulnérabilité des territoires et renforcer la gestion de crise	Les risques inondations sont mentionnés sur les plans de zonage. Les risques notamment liés aux inondations ont été pris en compte dans la réalisation du projet.
Orientation 9 : Capitaliser les informations suite aux inondations	Non concerné
Orientation 10 : Développer la culture du risque par des interventions diversifiées et adaptées aux territoires, pour responsabiliser les acteurs et améliorer collectivement la sécurité face aux inondations	Non concerné
Objectif 4 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale des territoires sinistrés	
Orientation 11 : Renforcer les outils de prévision et de surveillance pour mieux anticiper la crise	Non concerné
Orientation 12 : Développer et renforcer les outils d'alerte et de gestion de crise, pour limiter les conséquences des inondations sur les personnes, les biens et la continuité des services et des activités	Des aménagements hydrauliques et paysagers seront mis en place et permettront de limiter ces risques.
Orientation 13 : Concevoir au plus tôt l'après-crise pour faciliter et accélérer la phase de réparation	Non concerné
Objectif 5 : Mettre en place une gouvernance des risques d'inondation instaurant une solidarité entre les territoires	
Non concerné	

8. Le Parc Naturel marin des Estuaires picards et de la mer d'Opale

Le plan de gestion du Parc Naturel marin des Estuaires Picards et de la Mer d'Opale fixe les objectifs à atteindre et les actions à mettre en œuvre pour la protection, la connaissance, la mise en valeur et le développement durable du territoire du parc. Il s'articule autour de 4 thématiques :

- La qualité de l'eau,
- La protection du patrimoine²e naturel,
- La mise en valeur du patrimoine culturel et paysager,

- Le développement durable des activités.

Finalité du plan de gestion		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
Qualité de l'eau		
Des eaux en bon état écologique	Une production primaire garantissant la pérennité de la biodiversité et de la productivité des écosystèmes	Le site de projet se situe à distance du littoral. De plus, les prescriptions du SAGE et du SDAGE seront respectées.
	Une qualité écologique favorable au bon fonctionnement des réseaux trophiques	
	Une qualité écologique des eaux des bassins versants contribuant à favoriser la bonne qualité écologique des eaux du Parc	
	Une présence en microparticules et en macrodéchets ne générant pas de nuisances au milieu marin, côtier et intertidal	Non concerné
	Une qualité sanitaire compatible avec les activités socio-économiques présentes sur le périmètre du Parc	Non concerné
Des eaux en bon état chimique	Des dispositifs et des réseaux de suivi, d'études, de sentinelle et de réaction envers les pollutions chimiques améliorés pour une meilleure évaluation de la connaissance de l'état chimique des eaux du Parc	Non concerné
	Des pollutions chimiques réduites dans l'eau et les sédiments ne nuisant pas au bon état écologique des eaux et aux activités du Parc	Non concerné
	Une qualité chimique des eaux issues des bassins versants compatibles avec le maintien d'une bonne qualité chimique des eaux du Parc	Les nouvelles habitations seront obligatoirement raccordées à la station d'épuration de Camiers.
Patrimoine naturel		

Des habitats marins, côtiers, estuariens et intertidaux reconnus et protégés dans la dynamique de l'évolution naturelle	Une mosaïque d'habitats estuariens conservée	Le site de projet se situe à distance de ces habitats.
	Tous les habitats à statut pour lesquels le Parc a une responsabilité en bon état de conservation	
	Tous les sites patrimoniaux et/ou d'intérêt géologique reconnus et protégés	Le site de projet se situe à distance de ces sites.
Un bon état des fonctionnalités de l'écosystème pour assurer tout ou partie du cycle biologique des espèces dans un système hydro-sédimentaire évolutif	Une expression optimale des fonctionnalités écologiques structurantes du territoire du Parc	Non concerné
	Une connectivité écologique des habitats en bon état pour une productivité et une richesse des milieux	Le site de projet se situe à distance des continuités écologiques.
	Une reconnaissance des fonctionnalités écologiques du milieu marin et de leur rôle dans la production des services écosystémiques	Non concerné
Un bon état de conservation des espèces	Un bon état de conservation de toutes les espèces à statut pour lesquelles le Parc a une responsabilité	Non concerné
	Un bon état des espèces ordinaires les plus constantes et les plus fidèles au territoire du Parc	Non concerné
	Des espèces envahissantes intégrées dans la gestion du Parc	Les espaces verts créés seront d'essence locale.
Activités du territoire		
Une gestion des ressources optimisée pour une exploitation durable	Des ressources halieutiques exploitables durablement, des capacités productives et reproductives préservées ou améliorées	Non concerné
	Des modes d'exploitation et d'élevage tenant compte de la sensibilité des milieux	Non concerné

Des activités compatibles avec les écosystèmes	Des activités touristiques et des loisirs de nature ajustées aux potentialités environnementales du territoire	Non concerné
	Des aménagements littoraux, des activités industrielles et portuaires ajustées aux potentialités environnementales du territoire	Non concerné
Des usagers respectueux de l'environnement marin et littoral	Des usagers respectueux, acteurs de la protection du patrimoine maritime naturel	Une communication et des actions de prévention pour les nouveaux habitants pourront être faites.
Des activités pérennisées et valorisées	Des activités qui continuent à se développer au sein du territoire du Parc	Non concerné
	Des activités professionnelles attractives et reconnues pour leur pratique respectueuse au sein du territoire du Parc	Non concerné
Des activités conciliées entre elles, une cohésion renforcée entre les usagers	Une cohabitation optimisée des activités pour l'accès aux ressources et à l'espace	Non concerné
	Une cohabitation harmonieuse entre les usagers	Non concerné
Un Parc reconnu comme espace d'innovation et d'expérimentation	Le Parc zone d'attractivité pour les activités expérimentales répondant à ses enjeux	Non concerné
	Des projets innovants compatibles avec le milieu marin suscités, accompagnés et/ou portés par le Parc	Non concerné
Patrimoine culturel		
Un patrimoine culturel paysager, maritime et balnéaire préservé, mieux connu,	Un patrimoine culturel immatériel lié à la mer sauvegardé, mis en valeur et transmis	Non concerné
	Un patrimoine mobilier, immobilier, artistique, architectural,	Le projet ne porte pas atteinte à ces éléments. Rappelons qu'il

valorisé et approprié en tant que bien commun	archéologique et sous-marin connu, sauvegardé et valorisé	permet la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	Des entités paysagères liées aux spécificités humaines, naturelles et géologiques ainsi qu'à leurs évolutions, reconnues et valorisées	
Une identité culturelle maritime et balnéaire affirmée, source de lien social et de développement durable	Une identité culturelle maritime structurée, affirmée et vivante	Non concerné
	Une identité culturelle maritime source de lien social intra et inter générationnel	Non concerné
	Une identité culturelle maritime systématiquement intégrée à la question du développement économique durable	Non concerné
Le Parc, outil de gestion de référence pour la gestion de l'espace marin		
Une gouvernance active et crédible	Le Parc, un outil partagé	Non concerné
	Des échanges actifs entre le Parc et la société civile	Non concerné
	Des décisions du Parc suivies d'effets	Non concerné
Le Parc intégré, articulé et complémentaire avec les politiques publiques à différentes échelles	Les politiques publiques locales intègrent les finalités du parc	Non concerné
	Un Parc impliqué dans les politiques publiques locales	Non concerné
	Une articulation des actions du Parc avec les politiques nationales et internationales	Non concerné
Un Parc qui évalue et adapte sa gestion pour atteindre ses objectifs		Non concerné
Le Parc, un outil de sensibilisation et d'éducation à l'espace marin		Non concerné
Le Parc, un acteur de la réglementation	Une réglementation de plus en plus respectée	Non concerné

dans un espace marin respecté	Une surveillance et des contrôles organisés au regard des finalités du plan de gestion	Non concerné
Le Parc acteur de référence de la connaissance sur le milieu marin avec un enjeu de détroit et d'estuaires au sein de l'espace Manche, au service des territoires et des acteurs		Non concerné

IV. FIL de L'EAU

Ce chapitre retrace l'historique de la procédure de Déclaration de Projet afin de mettre en avant les efforts et les mesures mises en œuvre lors de l'élaboration du document pour prendre en compte l'environnement et la santé humaine.

9. *Consommation d'espace possible*

😊 Incidence positive

Le présent projet d'intérêt général s'implante sur un espace actuellement en friche. Cet espace est déjà artificialisé.

10. *Protection du milieu naturel*

😊 Incidence positive

Le site retenu est localisé à distance des zones de protection et d'inventaire écologique.

Seule une ZICO est présente au sein de l'emprise du projet. Le site de projet ne présente cependant pas d'enjeu et de milieu favorable à la majorité des espèces.

11. *Prise en compte de l'environnement*

😞 Incidence négative

Malgré les mesures prises :

- Traitement paysager,
- Traitement des eaux usées et infiltration des eaux pluviales,
- Développement des énergies renouvelables,
- Amélioration de la qualité environnementale des bâtiments,
- Développement de la biodiversité, ...

Le projet apporte des nuisances supplémentaires notamment en termes de flux routiers et de l'augmentation des déchets engendrée. Ces augmentations seront difficilement évitables.

12. Zones de risques

😊 Incidence positive

Des études géotechniques permettront d'adapter le projet aux risques réels du terrain. Ainsi, les nouvelles constructions seront mises à l'abri des éventuels risques présents sur le site d'études (mouvement des argiles, remontées de nappes, inondations de cave, pollution, nuisances).

De même les aménagements devront prendre en compte les nuisances sonores observées de cette zone. Rappelons que la voie de chemin de fer longeant l'emprise du projet est classée en catégorie 3.

13. Patrimoine urbain et paysager

😊 Incidence positive

Les incidences sur le paysage sont faibles voire nulles. Parfois, le projet valorisera les secteurs, notamment aux abords de la gare.

Les incidences sur le patrimoine seront également soit nulles soit valorisantes.

V. Conclusion de l'étude

La commune de Camiers présente de nombreux enjeux environnementaux et patrimoniaux. La zone de projet concernée par plusieurs enjeux tels que la proximité avec des zones naturelles, des ZICO, ...

Le projet intègre ses éléments afin de garantir sa durabilité. Des mesures adéquates de réduction et/ou de compensation sont prévues afin de réduire ou minimiser les risques et impacts du projet sur ce territoire. Par exemple, des haies végétalisées, une zone naturelle, des jardins partagés et autres espaces paysagers sont envisagés afin de permettre la bonne intégration du site dans son environnement et de créer une transition entre les espaces naturels et les espaces bâtis.